



**HAL**  
open science

## Le Grand-Duché de “ Finlande ” dans la première moitié du XIX e siècle : la genèse laborieuse d’une identité et d’un espace nationaux

Maurice Carrez

► **To cite this version:**

Maurice Carrez. Le Grand-Duché de “ Finlande ” dans la première moitié du XIX e siècle : la genèse laborieuse d’une identité et d’un espace nationaux. Cultures communistes au vingtième siècle. Entre guerre et modernité, pp.15-30, 2003. hal-01290092

**HAL Id: hal-01290092**

**<https://hal.science/hal-01290092>**

Submitted on 17 Mar 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Le Grand-Duché de « Finlande » dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : la genèse laborieuse d'une identité et d'un espace nationaux

Maurice CARREZ  
Université de Bourgogne  
UMR 5605 Georges Chevrier

Il y a longtemps déjà que l'usage du terme de « nation » pose problème aux chercheurs en sciences humaines. Lucien Febvre, en son temps, avait déjà appelé à dépasser l'histoire des nations, source de malentendus parfois tragiques, pour aborder celle des civilisations, reliée à de plus vastes horizons et génératrice d'une meilleure compréhension entre les peuples<sup>1</sup>. Plus tard, l'anthropologue britannique Ernest Gellner, inventeur malicieux des Ruritiens, mit l'accent sur un fait essentiel : « *c'est le nationalisme qui crée les nations et non l'inverse* », et comme il lui arrive pour ce faire d'être « *...créatif, imaginatif et très inventif* », il suggéra à mots couverts de ne pas tomber dans les pièges qu'il pouvait nous tendre<sup>2</sup>. De fait, comme l'écrivit le sociologue américain Benedict Andersson vers la même époque, les nations sont des « *artefacts culturels d'un type bien particulier* », « *des communautés politiques imaginaires et imaginées comme intrinsèquement limitées et souveraines* »<sup>3</sup>. Nous partirons donc sans originalité de ces constats généraux.

Mais d'autres éléments concrets nous incitent à la prudence. Eric Hobsbawm a ainsi montré qu'avant 1850 les intellectuels européens n'avaient pas une idée parfaitement claire de ce « *concept historiquement très jeune* ». Le dictionnaire allemand de Zeller confondait encore la nation avec le *Volk* ; les Américains utilisaient le mot avec la plus grande parcimonie, alors même que les révolutionnaires français, partisans de l'État-nation émanant de la volonté citoyenne, s'engluaient dans leurs contradictions lorsqu'ils prétendaient imposer l'uniformité linguistique, décision contradictoire avec les présupposés qui découlaient de leur principe initial<sup>4</sup>.

Il convient, en outre, de se rappeler que l'entité « finlandaise » née de la conquête de 1809 n'entrait pas dans les critères retenus par Frédéric List, pour définir une nation :

*« La nation normale possède une langue et une littérature, un territoire pourvu de nombreuses ressources, étendu, bien arrondi, une population considérable ; l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce et la navigation y sont harmonieusement développés ; les arts et les sciences, les moyens d'instruction et la culture générale y sont à la hauteur de la production matérielle. La constitution politique, les lois et les institutions y*

---

<sup>1</sup> Lucien FEBVRE, « Une réforme de l'enseignement historique : pourquoi ? », *L'Éducation nationale* n° 36, 1947. «...je ne demande pas qu'on supprime d'un trait de plume tout ce qui fut l'histoire d'hier, l'histoire des nations...Je demande simplement que cette histoire on l'enseigne dans un autre esprit...Je demande qu'on ne continue pas à faire comme si les nations...étaient à tout jamais des fins en soi...».

<sup>2</sup> Ernest GELLNER, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989 (traduction française de *Nations and Nationalism*, Oxford, Basil Blackwell, 1983), p. 86 et p. 87.

<sup>3</sup> Benedict ANDERSSON, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 (traduction française de *Imagined communities*, London, Verso, 1983), p. 18 et p. 19.

<sup>4</sup> Eric HOBBSAWM, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992 (traduction française de *Nations and Nationalism since 1780. Programme, Myth, Reality*, Cambridge, C.U.P., 1990), pp. 29 sq.

*garantissent aux citoyens un haut degré de sûreté et de liberté, y entretiennent le sentiment religieux, la moralité et l'aisance, ont pour but, en un mot, le bien de tous. Elle possède des forces de terre et de mer suffisantes pour défendre son indépendance et pour protéger son commerce extérieur. Elle exerce de l'influence sur le développement des nations moins avancées qu'elle ; et, avec le trop-plein de sa population et de ses capitaux intellectuels et matériels, elle fonde des colonies et enfante des nations nouvelles...»<sup>5</sup>.*

Car le Grand-Duché utilisait alors le suédois comme langue savante et d'administration ; il avait une population inférieure à deux millions d'habitants et n'avait ni ressources, ni économie très développées ; le système scolaire était archaïque ; la liberté des citoyens était pour le moins partielle ; il n'y avait pas non plus d'armée nationale, ni aucune possibilité de conquérir des colonies... La différence semblait si criante entre les théories d'origine libérale et les réalités que les premiers nationalistes finlandais puisèrent dans les conceptions rivales de Johann Gottfried Herder, pour qui chaque culture devait être considérée comme sa propre finalité<sup>6</sup>, ou de Georg Wilhelm Friedrich Hegel selon qui le sujet de l'histoire n'est pas l'individu, mais le *Volksgeist*, c'est-à-dire un peuple et son esprit, s'inscrivant dans la marche du monde pour aboutir dans l'État, véritable fin de l'histoire où se réalise la liberté<sup>7</sup>.

Ce propos liminaire n'a cependant pas pour but de nier l'existence d'un « esprit national finlandais » au XX<sup>e</sup> siècle, ni même à la fin du XIX<sup>e</sup>. Force est de reconnaître qu'il s'était même forgé au fur et à mesure de l'histoire du Grand-Duché, une « nation » au sens que lui donnaient les nationalistes autochtones, c'est-à-dire un ensemble soudé par un fort sentiment d'appartenance et par la référence à un imaginaire commun. Ce qui est contesté par contre dans les pages qui suivent, c'est la prétention pseudo-scientifique à faire de la « nation finlandaise » une réalité tangible dès le début de la conquête russe, thèse que soutinrent en leur temps Yrjö-Koskinen<sup>8</sup> ou Danielson-Kalmari<sup>9</sup>, suivis par plusieurs générations d'historiens autochtones ou étrangers, fascinés par le conte officiel et englués dans l'esprit de routine. Car faire d'un agrégat de provinces mal jointes une entité politique préexistante à son être suppose une foi que nous n'avons pas. Nous pensons à l'inverse que le désir d'une population de vivre ensemble est une construction laborieuse qui suppose un cheminement parsemé de conflits. Ernest Renan le disait déjà en 1871<sup>10</sup> et depuis, bien d'autres auteurs ont

---

<sup>5</sup> Friedrich LIST, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, réédition 1998, p. 296. Cette édition reprend le texte de l'édition française de 1857, établi à partir d'une traduction du livre original allemand, *Das Nationale System der Politischen Ökonomie*, 1843.

<sup>6</sup> Johann Gottfried HERDER, *Auch eine Philosophie der Geschichte zur Bildung der Menschheit, Beytrag zu vielen Beyträgen des Jahrhunderts*, 1773. Édition bilingue allemand-français, *Une autre philosophie de l'histoire*, Paris, Aubier, 1964.

<sup>7</sup> Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, 3<sup>ème</sup> édition française, Paris, J. Vrin, 1967.

<sup>8</sup> Yrjö-Sakari YRJÖ-KOSKINEN, *Yrjö Maunu Sprengtportenista ja Suomen itsenäisyydestä (À propos de Georges Magnus Sprengtporten et de l'indépendance finlandaise)*, Helsinki, 1870 et surtout, *Oppikirja Suomen kansan historiassa (Manuel d'histoire du peuple finlandais)*, 3 volumes, Helsinki, 1869-1872. L'auteur (1830-1903), né Forsman, est l'un des plus grands historiens finlandais du XIX<sup>e</sup> siècle, professeur à l'Université alexandrine d'Helsinki, journaliste, dirigeant du Parti finlandais (nationaliste fennomane), membre de la Diète (ordre de la noblesse) et finalement sénateur.

<sup>9</sup> Johan Richard DANIELSON-KALMARI, *Suomen yhdistäminen Venäjän valtakuntaan (Le rattachement de la Finlande à l'empire russe)*, Helsinki, 1890. L'auteur (1853-1933), titulaire de la chaire d'histoire générale à l'Université alexandrine depuis 1880, journaliste et membre du Sénat, a également été le chef du Parti finnois (nationaliste fennomane) avant 1914. Après 1917, il n'a plus joué de rôle majeur dans la vie politique finlandaise.

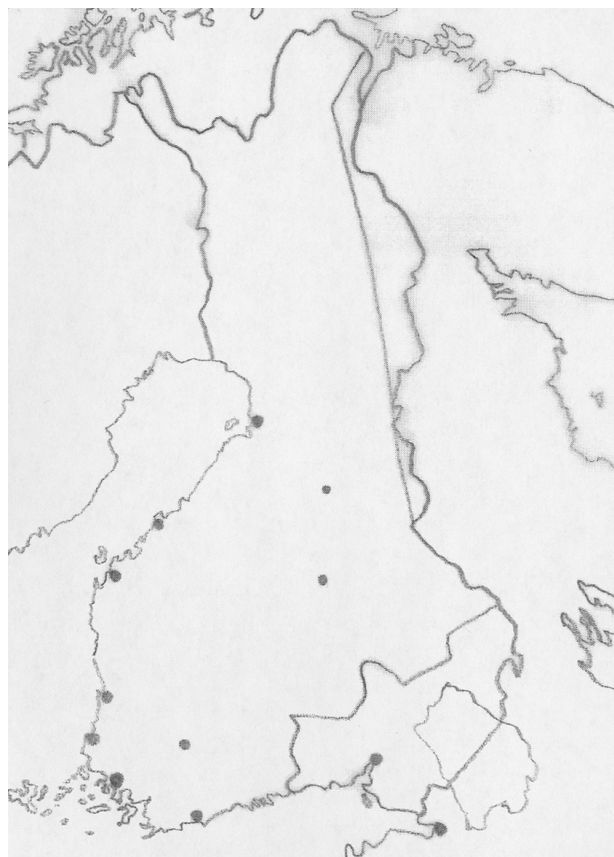
<sup>10</sup> Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, 1871.

creusé ce sillon. En Finlande même, des historiens de renom, comme Matti Klinge<sup>11</sup> ou Osmo Jussila<sup>12</sup> ont eu le courage de montrer les apories de la théorie nationaliste appliquée aux premières décennies d'existence du Grand-Duché dit autonome.

En vérité, la question qui nous est posée n'est pas de savoir si la Finlande des années 1809-1855 (celles qui vont de l'invasion à la mort de Nicolas II) constituait vraiment une nation, mais de déterminer dans quelle mesure elle commençait à le devenir. Ce faisant, nous serons amenés à nous interroger autant sur les obstacles qui se dressaient sur la route de cette entreprise que sur les facteurs qui contribuèrent à la favoriser. Dans les deux cas, nous verrons qu'une interprétation étroitement politique du phénomène national n'a pas de véritable sens en histoire, mais que l'interpénétration des phénomènes culturels, socio-économiques, institutionnels et idéologiques forme le socle sur lequel peut être échafaudée une interprétation valable du phénomène identitaire et nationaliste.

### **Le point de départ : un ensemble assez hétéroclite dont l'unité restait à faire**

Les provinces conquises par l'empire tsariste sur le royaume de Suède entre 1721 et 1809, puis rassemblées en 1811 dans le cadre d'un Grand-Duché élargi, n'avaient pas à cette date le caractère d'un territoire homogène, en dépit de quelques traits communs et de la volonté qu'avaient les responsables de donner à l'ensemble une certaine cohérence.



Carte n°1. Le Grand-Duché de Finlande en 1811

---

<sup>11</sup>Matti KLINGE, *Kaksi Suomea (La dualité finlandaise)*, Helsinki, Otava, 1982.

<sup>12</sup>Osmo JUSSILA, *Suomen suuriruhtinaskunta 1809-1917 (Le Grand-Duché de Finlande 1809-1917)*, Helsinki, W.S.O.Y., 2004.

### *Des éléments ténus d'unité*

Il ne serait bien sûr pas très honnête de nier l'originalité relative de la nouvelle entité rattachée à l'empire tsariste, car elle était fondée sur des caractéristiques culturelles et historiques connues de tous.

Dans chacune des ex-provinces suédoises rattachées à la couronne impériale, la majorité de la population, sauf dans les villes d'une certaine taille et dans quelques districts côtiers, parlait un dialecte de type finno-ougrien qui permettait généralement une compréhension minimale entre les différents locuteurs. Ce fait donnait le sentiment diffus d'appartenir à une culture commune, avec néanmoins des différences sensibles d'un territoire à l'autre. Les fameux bardes populaires, auprès de qui le médecin et amateur de littérature Elias Lönnrot recueillit dans les années 1830 des récits qui lui servirent à composer son épopée du Kalevala, témoignaient de l'existence d'une sorte de substrat culturel préexistant à la langue savante unifiée, du moins dans l'est du pays<sup>13</sup>.

L'appartenance au royaume de Suède (pendant presque six siècles) avait aussi créé des référents communs. Les élites sociales, à savoir la noblesse, le clergé, les hauts fonctionnaires, les marchands et les industriels parlaient suédois car, depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la plupart de ces privilégiés avait oublié les parlers finno-ougriens, idiomes du bas-peuple et de la paysannerie<sup>14</sup>. Seule une infime minorité envisageait de se mettre à l'usage du russe. Les coutumes judiciaires et administratives, ainsi que les anciens privilèges demeuraient par ailleurs ceux de l'ancien royaume, y compris dans les provinces annexées en 1721 et 1743. Alexandre I<sup>er</sup> les avaient confirmés à deux reprises, en décembre 1808, sur demande d'une délégation de notables reçue à Saint-Pétersbourg<sup>15</sup>, et le 4 avril 1809, à la Diète de Porvoo lors de son discours introductif<sup>16</sup>.

La religion luthérienne, pratiquée dans toutes les couches de la population, servait aussi de ciment à plus des neuf dixièmes des habitants. Nous pouvons peut-être y ajouter les souvenirs partagés d'une longue histoire passée sous le même sceptre, les épreuves aussi des guerres récentes, comme celle de 1808-1809 où les paysans avaient pratiqué des opérations de guérilla dans le dos de l'armée ennemie<sup>17</sup>.

Tout cela n'était certes pas négligeable, mais ne pouvait dépasser le stade de ce qu'Eric Hobsbawm définit comme des manifestations de « *protonationalisme populaire* ». Les dominants quant à eux avaient trouvé suffisamment d'appui chez leur nouveau maître pour ne pas se sentir obligés d'entrer en dissidence.

---

<sup>13</sup> Björn COLLINDER, *Finnish als Kultursprache*, Hamburg, Christoph von der Ropp, 1965.

<sup>14</sup> Matti KLINGE, *Kaksi...*, *op. cit.*, p.

<sup>15</sup> Osmo JUSSILA, *Suomen suuri...*, *op. cit.*, pp. 59-66.

<sup>16</sup> *Protokoll hållit i det högvördiga präste ståndet vid landtdagen i Borga stad år 1809 (Procès-verbal établi par l'honorable ordre du clergé lors de la diète tenue dans la ville de Porvoo en 1809)*, Helsinki, *Skrifter utgifna af svenska literatursällskapet i Finland* n°XL, 1899, p. 460 : «...NOUS avons voulu à cette occasion par un acte solennel émané (sic) en leur présence et proclamé dans le sanctuaire de l'Être suprême confirmer et assurer le maintien de la Religion, des lois (sic) fondamentales, les droits et les privilèges dont chaque état en particulier et tous les habitans (sic) de la Finlande en général ont joui jusqu'à présent...».

<sup>17</sup> Anders PERSSON, *1808 gerillakriget i Finland (1808, la guerre de guérilla en Finlande)*, Stockholm, Ordfronts förlag, 1986 ; Erkki OSMONSALO, *Suomen valloitus 1808 (La conquête de la Finlande en 1808)*, Helsinki, W.S.O.Y., 1947.

### *Une intégration inégale au sein de l'ancien royaume*

À vrai dire, les territoires annexés par les armées tsaristes n'avaient jamais eu dans le royaume de Suède un statut vraiment comparable. En effet, si l'on adopte, comme le demande avec humour Matti Klinge, « *le point de vue de la flotte* » plutôt que celui de « *l'infanterie* », on s'aperçoit que ledit royaume tirait sa force principale de la mer Baltique, source de pouvoir et lieu privilégié des échanges à une époque où les communications terrestres demeuraient difficiles. Il existait par conséquent une sorte de noyau central du royaume (le Svealand, le Götaland, le sud-ouest de l'actuelle Finlande), imposant, de part et d'autre de la mer, sa domination à des périphéries plus continentales qui lui fournissaient des produits dont il avait besoin pour son commerce (côté « suédois », le Småland, le Dalarne, le Norrland et le Västerbotten ; côté « finlandais », l'Ostrobotnie, le Savo, le Kainuu ou la Carélie occidentale). L'axe central autour duquel s'articulait l'ensemble courait de Göteborg à Vyborg, en passant par Stockholm, Åbo (Turku) et Tallinn, annexée au XVI<sup>e</sup> siècle lors de la guerre de Livonie<sup>18</sup>.

Le « cœur » se distinguait par des formes particulières de culture et de civilisation matérielle. Il y dominait depuis le Moyen Âge, une agriculture céréalière de champs ouverts avec un peu d'élevage pratiqué sur des prairies permanentes ; l'écobuage y restait sinon marginal, du moins minoritaire. Les possesseurs de châteaux ou de manoirs avaient une emprise plus forte sur les populations rurales ; les villes commerçantes, dotées par le système mercantiliste d'importants privilèges, en particulier Stockholm, avaient vu naître des bourgeoisies puissantes qui imposaient aux paysans de l'intérieur des échanges inégaux. L'immense majorité des gens y parlaient des dialectes suédois ; l'encadrement ecclésiastique était plus important et les établissements d'enseignement y formaient un réseau plus dense qu'ailleurs.

Les périphéries à l'inverse pratiquaient majoritairement l'agriculture sur brûlis. L'urbanisation y était faible, les élites sociales moins nombreuses, parfois réduites au seul clergé et aux gros paysans. Le réseau de manoirs ou d'églises y était beaucoup plus lâche. Les parlers finno-ougriens y dominaient, à l'est du golfe de Botnie naturellement, mais parfois aussi à l'ouest, comme par exemple dans les zones forestières du Värmland et du Norrland où les Savolaxiens et Tavastlandiens avaient apporté leur savoir-faire en matière d'écobuage.

Comme l'a souligné Erik Allardt dans un article pionnier, les principales fonctions du centre au sein du royaume étaient de pénétrer par rayonnement, d'intégrer et de distribuer<sup>19</sup>. Ce n'est donc pas un hasard si l'on y retrouvait les duchés les plus anciens et les plus prestigieux alors que les comtés les plus récents se situaient dans les périphéries, vouées à la dépendance et à une certaine marginalité. Cette inégalité de statut, enracinée dans un long passé, ne pouvait que retarder l'émergence d'un sentiment d'appartenance unitaire au sein des populations ; elle était même lourde de conflits potentiels, à moins qu'une politique habile ne vînt persuader les provinces périphériques que de nouvelles formes de coopération étaient susceptibles d'émerger dans un cadre politique et économique nouveau.

---

<sup>18</sup> Matti KLINGE, *Kaksi...*, *op. cit.*, p. 33 et p. 45.

<sup>19</sup> Erik Allardt, « Om modeller för studiet av nationsbyggnad » (À propos des modèles pour étudier la construction des nations), *Historik Tidskrift för Finland (Revue historique finlandaise)* n°55, 1970/2, pp. 43-50.



Carte n°2. Centre et périphéries dans le royaume de Suède à l'époque moderne

### ***Des échanges réciproques limités***

Les rapports économiques entre les diverses provinces du Grand-Duché, restaient très limités vers 1810. Cela tenait à divers facteurs.

Les zones côtières par exemple lorgnaient beaucoup plus volontiers vers les côtes qui leur faisaient face que vers les petites métropoles du sud du pays. L'Ostrobotnie était non pas dans la mouvance de Turku, mais dans celle de Stockholm et des petits ports du Mälaren comme Strängnäs, Sigtuna ou Västerås. Le Nyland (Uusimaa, région d'Helsinki) et la Carélie du sud (région de Vyborg) commerçaient depuis des lustres, presque par atavisme, avec les côtes d'Estonie, de Narva à Tallinn. Quant aux rives caréliennes du Ladoga, elles se servaient du lac pour vendre et acheter à Saint-Pétersbourg. Ce n'était pas seulement les marchands au sens classique du terme qui constituaient la colonne vertébrale de ce commerce maritime, mais très souvent les producteurs paysans eux-mêmes. Ils utilisaient pour ce faire, à la belle saison, des sortes de barques à voile de quelques tonneaux de jauge sur lesquelles ils transportaient des harengs salés, du bois de chauffage, des fuves, du beurre ou bien des pierres à bâtir qu'ils échangeaient souvent contre des grains, de la farine, du sel ou des outils en fer<sup>20</sup>. Ce type de trafic était si nécessaire à la bonne santé des économies provinciales que

---

<sup>20</sup> Ilmar TALVE, *Finnish Folk Culture*, Helsinki, Finnish Literature Society, 1997, pp. 115-116 ; Yrjö KAUKIAINEN, *A History of Finnish Shipping*, London, 1995.

l'autorisation de commercer avec la Suède fut reconduite sans discontinuer tous les trois ans pendant plus de deux décennies<sup>21</sup>. De toute façon, il apparaissait beaucoup plus simple de commercer au-delà des golfes de Botnie et de Finlande que d'établir des liens aléatoires entre des contrées peu habituées à se fréquenter. L'espace économique finlandais en tant que tel restait à construire.

Une autre raison majeure de cette « externalisation » des échanges était la mauvaise qualité des liaisons terrestres. Certes, le réseau lacustre permettait de pénétrer très loin vers la Finlande centrale, mais il n'autorisait pour les pondéreux que des liaisons à courte ou moyenne distance. Quant aux fleuves, à de rares exceptions près, ils étaient soit trop courts, soit trop étroits pour générer des flux majeurs, sans parler du gel d'hiver qui les transformait en simples pistes à traîneaux. Les routes vraiment carrossables étaient pour leur part assez rares. Elles n'étaient le plus souvent que des chemins rudimentaires. Les fondrières étaient monnaie courante, les charrettes s'engluaient, au printemps ou à l'automne, dans une boue tenace. À la belle saison, elles heurtaient les pierres dénudées par les intempéries. Les raidillons étaient fréquents et il était difficile à deux véhicules brinquebalants de se croiser<sup>22</sup>. Les routes de France, même à l'époque d'Arthur Young, avaient meilleure allure ! Les voyages étaient donc d'une lenteur désespérante. En 1808, l'avant-garde de Buxhoevden mit près de dix jours pour parcourir les 200 km qui séparaient Helsinki de la frontière<sup>23</sup> ! Les routes étaient de surcroît dangereuses pour les voyageurs isolés. Outre les loups, les lynx et les ours, abondants en ces contrées, on pouvait tomber sur des détresseurs sans scrupules. Enfin, les relais aménagés sur les principaux axes n'avaient pas tous un confort satisfaisant ni de chevaux frais. Pourtant, des efforts avaient été consentis par l'État royal suédois depuis 1750 pour construire des ponts, établir des relais de poste et améliorer la sécurité générale. En 1799 avait également été créée une administration centrale des routes. De nouveaux chemins royaux avaient vu le jour<sup>24</sup>. Mais le réseau routier restait surtout implanté dans le sud du Grand-Duché, avec une configuration en étoile autour de Turku ou Vyborg et quelques pénétrantes en direction des principales bourgades de l'intérieur ou des ports lacustres les plus actifs. Des villes comme Oulu, Vaasa, Hämeenlinna ou Kuopio n'avaient souvent qu'une seule route importante les reliant au reste du pays. Dans ces conditions, et en dépit des gros investissements réalisés à partir des années 1820, il fallut attendre le milieu du siècle pour avoir des conditions de circulation réellement améliorées.

De la sorte, les foires et marchés ne conservèrent longtemps qu'un caractère très localisé. Vendeurs et acheteurs se connaissaient le plus souvent entre eux. Le colportage, pratiqué par des Caréliens ou des Russes des zones frontalières, était en outre le seul moyen d'atteindre les villages ou hameaux reculés<sup>25</sup>.

---

<sup>21</sup> Päiviö TOMMILA, *Suomen autonomian synty 1808-1819 (La naissance de l'autonomie finlandaise 1808-1819)*, Helsinki, Edita, 2<sup>ème</sup> édition, 2008, p. 115.

<sup>22</sup> Marko NENONEN, « Kulkijan taival » (Le trajet du marcheur), in Tapani MAURANEN (dir.), *Tuhat vuotta tietä. Kaksisataa vuotta tielaitosta (Mille ans de routes. Deux cents ans d'administration des routes)*, tome 1, *Maata, jäätä, kulkijoita. Tiet, liikenne ja yhteiskunta ennen vuotta 1860 (De la terre, de la glace, des marcheurs. Routes, circulation et société avant 1860)*, Helsinki, Edita, 1999, pp. 274-333.

<sup>23</sup> Erkki OSMONSALO, *Suomen...*, *op. cit.*, chap. 1.

<sup>24</sup> Marko NENONEN, *op. cit.*, p. 345 sq.

<sup>25</sup> Ilmar TALVE, *Finnish...*, *op. cit.*, pp. 117-119.



### *Finlande occidentale versus Finlande orientale*

L'hétérogénéité de l'espace finlandais tenait aussi aux différences très marquées entre ce que l'on a coutume d'appeler la Finlande de l'Est et celle de l'Ouest. Michael Agricola, le premier évêque luthérien de Turku, traducteur du Nouveau Testament en finnois et auteur d'un abécédaire célèbre, avait déjà relevé le fossé existant entre les Tavastlandiens et les Caréliens tant sur le plan religieux (les seconds étant souvent orthodoxes) que sur le plan des traditions et des mœurs<sup>26</sup>. Au XVI<sup>e</sup> siècle, on désignait d'ailleurs par le terme de *Suomi* la partie sud-ouest de l'actuelle Finlande alors que la partie orientale était dite *Karjala* (Carélie). Le Nord du pays ainsi que le Savo étaient au demeurant assimilés à la partie carélienne, la ligne de partage entre Orient et Occident passant en gros par une ligne allant de l'actuel port de Kotka, sur le golfe de Finlande, à celui de Vaasa, sur le golfe de Botnie. Au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle, elle frappait encore les contemporains par son évidence et constituait un objet de discussion très prisé des intellectuels nationalistes<sup>27</sup>.

Ce qui distinguait alors les deux zones, c'était les dialectes, les façons de vivre (nourriture, habitat, coutumes), mais aussi les structures économiques et sociales.

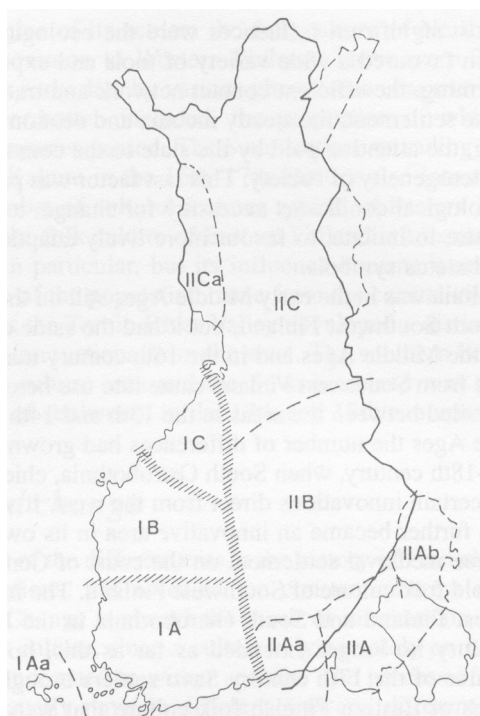


*Illustration n°1. Une route finlandaise typique vers les années 1850 (tableau de Werner Holmberg)*

<sup>26</sup> Mikael AGRICOLA, *Mikael Agricolan teokset (Œuvres de Michael Agricola)*, tome 1, Porvoo, W.S.O.Y., 1987, introduction au psautier. Cité par Matti KLINGE, *Kaksi...*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>27</sup> Irma SULKUNEN, *Suomalaisen Kirjallisuuden Seura 1831-1892*, Helsinki, SKS, 2004, pp. 30-31.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'Est était le domaine de l'écobuage dominant et d'une société moins élitare. Il appartenait aussi pratiquement dans son entier aux périphéries de l'ancien royaume de Suède. Moins peuplé, moins riche, moins « européenisé », il était perçu comme « sauvage », voire « barbare ». Gabriel Porthan, un intellectuel finlandais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, patriote convaincu, avait souligné dans son œuvre majeure, *De poësi fennica*, la coexistence en Finlande de « deux peuples », l'un « développé », l'autre « primitif »<sup>28</sup>. Cette vision quelque peu manichéenne avait encore cours parmi les élites instruites dans les années 1810. Mais peu à peu, elle cessa d'être systématiquement méprisante à l'égard des gens de l'Est avec la réhabilitation, sous la plume des nationalistes romantiques, de « l'authenticité » et de l'attachement aux traditions paysannes.



Carte n°3. Les cultures populaires en Finlande : un découpage par zones  
Source : Ilmar Talve, *op. cit.* p. 349.

- I. Finlande de l'Ouest : IA Finlande du Sud-Ouest, IAa îles Åland, IB Ostrobotnie du Sud, IC Ostrobotnie centrale
- II. Finlande de l'Est et du Nord : IIA Finlande du Sud-Est, IIAa Finlande du Sud-Est occidentale, IIAb Finlande du Sud-Ouest septentrionale, IIB Savo-Carélie, IIC Finlande du Nord, IICa vallée du Torniojoki

Les spécialistes actuels de sciences humaines n'ont pas remis en cause l'existence de deux Finlandes. Ilmar Talve a cependant apporté des nuances au modèle strictement binaire en dégagant au sein de chaque entité des sous-ensembles originaux<sup>29</sup>. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Finlande occidentale présentait effectivement trois ensembles distincts : la Finlande du Sud-Ouest (la Varsinais-Suomi, le Satakunta, le Häme occidental et la plus grande partie de l'Uusimaa), l'Ostrobotnie méridionale et l'Ostrobotnie centrale.

En Finlande du Sud-Ouest, le peuplement était pérenne depuis l'époque préhistorique et plus dense que dans le reste du pays. Depuis le Moyen Âge, les différenciations sociales y

<sup>28</sup> Matti KLINGE, *Kaksi...*, *op. cit.*, pp. 79-82

<sup>29</sup> Ilmar TALVE, *Finnish...*, *op. cit.*, pp. 334-348. On peut aussi consulter chez les historiens, Eino JUTIKKALA, *Suomen talonpojan historia (Histoire du paysan finlandais)*, Helsinki, SKS, 1958.

étaient aussi plus marquées. Très tôt, la chasse et l'agriculture sur brûlis y étaient devenues secondaires alors que les innovations techniques venues de l'Ouest (outillage, façons culturales) lui avaient permis d'améliorer les pratiques agricoles.

L'Ostrobotnie méridionale avait d'abord été une arrière-zone de l'ensemble précédent. Vers 1810, la société, massivement rurale, y restait donc plus égalitaire (petits propriétaires paysans) d'autant que l'économie goudronnière, qui avait permis à l'époque moderne un enrichissement global, était entrée, à l'orée du XIX<sup>e</sup>, dans une phase de déclin qui gelait son évolution. Les modes d'habitat de la région, assez particuliers, la distinguaient également de la Finlande du Sud-Ouest.

L'occupation humaine de l'Ostrobotnie centrale avait été quant à elle plus tardive et plus dispersée, entraînant une urbanisation assez faible. De plus, la chasse et la pêche constituaient encore vers 1850 des occupations économiques majeures. Moins ouverte à la modernité que le Sud, cette zone recevait cependant de nombreuses influences venues de l'autre côté du golfe de Botnie.



*Illustration n°2. Femmes et enfants au travail sur une zone d'écobuage  
Lithographie d'Eero Järnefelt*

La Finlande orientale était apparemment plus homogène que la Finlande de l'Ouest par beaucoup d'aspects : ses techniques agricoles, son type de développement social, la prégnance des influences orientales et l'attraction précoce de Saint-Pétersbourg. Mais elle présentait elle aussi des nuances régionales non négligeables. Trois zones principales pouvaient ainsi être

distinguées : la Finlande du Sud-Est (la vallée du Kymijoki, la région de Vyborg, l'Isthme de Carélie), le Savo et la Finlande du Nord (Kainuu, Ostrobotnie du Nord et Laponie).

La première avait été très tôt peuplée par des tribus caréliennes parlant un dialecte assez différent de celui de la Finlande proprement dite. Luthérienne au sud, orthodoxe sur les rives du Ladoga, elle était de culture hybride. Économiquement, elle avait des liens suivis avec Saint-Pétersbourg et les côtes estoniennes ou ingriennes, mais aussi avec les ports d'Allemagne septentrionale. Sa société rurale était marquée par une domination de la petite propriété paysanne ; en ville cependant, les différences sociales étaient plus nettes. Sa partie occidentale ainsi que sa partie septentrionale, isolée et ouverte aux influences russes, constituaient des sous-ensembles en partie distincts.

Le Savo ou Savolax, centré sur la grande zone lacustre, avait été lui aussi précocement habité par des tribus ayant des dialectes et des habitus particuliers par rapport à la zone carélienne. L'habitat rural était caractérisé par des maisons sans cheminée et les paysans y pratiquaient à large échelle l'agriculture sur brûlis, avec des techniques spécifiques pour les forêts de conifères. Très tôt, les Savolaxiens avaient été attirés par Vyborg (pour le goudron), l'Ingrie et la région de Saint-Pétersbourg (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup>), mais également par les zones forestières de la Suède centrale ou septentrionale (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>)<sup>30</sup>. Mais le Savo était aussi une région dans l'orbite de la Finlande du Sud-Ouest dont il recevait des influences tant économiques que culturelles. La société rurale y avait longtemps été de type égalitaire, avec peu de membres des ordres privilégiés, mais à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la diminution des terres vierges avait entraîné la naissance d'une importante population de paysans sans terre, les *loiset*, qui cherchaient de ferme en ferme leur subsistance en assurant l'essentiel des durs travaux d'écobuage<sup>31</sup>.

Quant à la Finlande du Nord, elle n'avait été peuplée par les Finnois qu'à la fin du Moyen Âge tout en conservant une minorité laponne assez conséquente au nord du Kainuu. Noblesse et bourgeoisie y étaient rares, le clergé plus dispersé qu'ailleurs. La chasse et l'économie forestière traditionnelle restaient des éléments centraux de la vie économique. Les surfaces cultivées étaient plus restreintes que dans le reste du pays, avec des rendements aléatoires<sup>32</sup>. L'urbanisation restait limitée à quelques petits centres secondaires.

### *Vieille Finlande et Nouvelle Finlande*

Outre les différences marquées entre les parties orientale et occidentale du pays, il existait aussi une distinction, visible jusque dans les années 1850 au moins, entre la Vieille Finlande et la Nouvelle Finlande. Ces termes propres à l'administration russe désignaient d'un côté les provinces rattachées à l'empire au XVIII<sup>e</sup> siècle, de l'autre celles conquises en 1808-1809 sur le royaume de Suède. La chronologie n'était cependant pas seule en cause dans cette appellation qui faisait également référence à l'identité particulière de chacun des deux ensembles.

---

<sup>30</sup> Pertti HAAPALA (dir.), *Suomen historian kartasto (Atlas historique de Finlande)*, Karttakeskus, 2007, pp. 90-91.

<sup>31</sup> Arvo SOININEN, « Itä-Suomen matalouden kriisi » (La crise de l'agriculture en Finlande orientale) in *Suomen taloushistoria (Histoire économique de la Finlande)*, Helsinki, Tammi, tome 1, pp. 391-394.

<sup>32</sup> Arvo SOININEN, *Vanha mataloutemme. Maatalous ja maaatalousväestö Suomessa perinnäisen maatalouden loppukaudella 1720-luvulta 1870-luvulle (Notre ancienne agriculture. Agriculture et population agricole en Finlande à la fin de l'ère de l'agriculture traditionnelle des années 1720 aux années 1870)*, Helsinki, 1974.

La Vieille Finlande<sup>33</sup> avait été rattachée à la Russie par les traités d'Uusikaupunki en 1721 et de Turku en 1743.

Mais Pierre le Grand avait occupé la zone bien avant<sup>34</sup> et y avait distribué à ses favoris d'importants domaines. Or, ces derniers, habitués à leurs serfs, essayèrent insidieusement d'y faire pénétrer des pratiques auxquelles répugnaient des paysanneries libres. Cela entraîna des conflits qui obligèrent les nouvelles autorités à légiférer. En 1728, il fut décidé de fixer les redevances de manière précise et de garantir les coutumes suédoises en matière d'imposition et de justice. Toutefois, Saint-Pétersbourg conserva une pesante tutelle sur la région et imposa une administration germano-balte tout à fait assimilable à celle qui avait cours en Estlandie et en Livonie. Le traité de Turku confirma les droits religieux et les privilèges anciens, mais Campenhausen réorganisa dès l'année suivante (1744) l'administration autour de deux sous-ensembles : le gouvernement de Vyborg et celui de Vilmanstrand (Lappeenranta), divisés au total en 6 commissariats. On était là dans un système très différent de celui en usage dans la partie restée sous contrôle suédois. D'importantes réformes administratives visant à aligner la zone sur le reste de l'empire eurent lieu en 1784. Elles entraînèrent cependant une telle pagaille que Paul I<sup>er</sup> revint en 1797 à un système plus conforme aux habitudes locales. On créa alors un « gouvernement de Finlande » qui, sans être autonome, conservait des particularités par rapport au système russe. En contrepartie, la conscription devint obligatoire et il fut interdit d'aller faire ses études en Suède. Le nombre de conflits juridiques entre paysans et grands propriétaires ne fit toutefois qu'augmenter à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le cadre d'une économie plutôt stagnante. À telle enseigne qu'Alexandre I<sup>er</sup> fit en 1803 un voyage dans la région pour s'enquérir des difficultés rencontrées par ses sujets. Une commission des Affaires finlandaises fut alors mise en place pour tenter de trouver des solutions, mais elle n'aboutit à rien de très positif, les magnats locaux se crispant sur leurs privilèges.

Au total, presque un siècle d'occupation et d'administration russes avait éloigné les habitants de la Vieille Finlande de ceux de la zone encore sous tutelle suédoise. Ils avaient conservé leur religion et un système judiciaire inspiré de l'ancien système suédois, mais ils relevaient désormais d'une administration en partie germanisée ou russifiée, subissaient la pression des grands magnats de la terre et payaient l'impôt du sang. Le système scolaire était également différent : davantage sécularisé, il était considéré comme plus efficace en ce qui concerne l'enseignement secondaire<sup>35</sup>. C'était d'ailleurs un des rares avantages apportés par les nouveaux maîtres, car au moment du rattachement, en 1811, la Vieille Finlande était perçue, par le tsar Alexandre lui-même, comme un territoire défavorisé par rapport à la Nouvelle Finlande. Le but de la fusion était au demeurant de combler ce retard. Début 1812, un comité dirigé par le nouveau gouverneur d'origine finlandaise, K.J. Sternvall, fut chargé de réfléchir à la meilleure manière d'opérer le rapprochement. En réalité celui-ci fut assez lent. Il fallut attendre 1867 pour voir enfin abolis les privilèges rattachés aux domaines donnés en cadeau par le tsar en Vieille Finlande.

---

<sup>33</sup> Frans Peter von KNORRING, *Vanha Suomi (La Vieille Finlande)*, Lappeenranta, Lappeenranta Kilta, 1985. Voir aussi la carte n°1 du présent article.

<sup>34</sup> Raimo RANTA, *Viipurin komendanttikunta 1710-1721. Valtaus, hallinto ja oikeudenhoito (La Kommandantur de Vyborg 1710-1721. Occupation, administration et justice)*, Helsinki, SHS, 1987.

<sup>35</sup> J.T. HANHO, *Suomen oppikoululaitoksen historia (Histoire de l'enseignement en Finlande)*, tome 1, Porvoo, WSOY, 1947.

### *Les conditions naturelles comme facteur de discrimination*

Sans sombrer dans un déterminisme géographique sclérosant, force est de constater que les conditions naturelles de l'époque ne favorisaient pas non plus l'unité du Grand-Duché.

La discontinuité du peuplement, par exemple, s'expliquait par l'existence de grandes étendues quasi désertiques, qui séparaient entre eux les principaux bassins de population. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il existait une vaste forêt, commençant au nord de Pori (Satakunta) et remontant vers le Nord-Est jusqu'à la frontière russe ; elle séparait de façon claire la zone de peuplement des côtes d'Ostrobotnie de celle du plateau lacustre sur une largeur d'environ 200 km. Il fallait plusieurs jours de marche pour la traverser, avec peu de chances de trouver un relais pour la nuit. Il existait aussi des espaces vides entre le Tavastland et le Nyland ou entre le Savo et la Carélie du Nord. En somme, loin de constituer un territoire où les hommes étaient harmonieusement répartis, le Grand-Duché était un pays où les populations étaient dispersées. De ce fait, les échanges réciproques entre les régions étaient réduits au minimum, surtout aux périodes de l'année où les chemins et les voies d'eau étaient difficilement praticables.

Les données climatiques étaient aussi une cause de différenciation entre les territoires, dans la mesure où l'économie agricole restait encore à cette époque centrée sur la culture des céréales<sup>36</sup>. Au nord d'une ligne Vaasa-Kuopio, la température moyenne de juillet était souvent inférieure à 12° C, voire 10° C, avec des minima à 4° C de 1 à 4 années par décennie. En outre, au cœur de l'hiver, le sol gelait en moyenne au-delà de 30 cm de profondeur contre moins de 20 cm dans les régions méridionales. Dans ces conditions, l'agriculture ne pouvait pas être à même de nourrir beaucoup d'hommes. De ce fait, le peuplement ne pouvait que rester faible, même avec des ressources d'appoint comme la fabrication du goudron, la chasse, la vente de bois ou un peu d'artisanat et d'industrie. Au fur et à mesure que l'on descendait vers le Sud, les densités s'élevaient en même temps que l'agriculture devenait plus rentable. Il faut prendre en compte aussi les risques de pourrissement des grains de seigle (céréale la plus cultivée, loin devant l'orge et l'avoine) au moment de la fonte des neiges, risques qui allaient en augmentant d'Ouest en Est. L'agriculture sur brûlis, seule méthode efficace contre ce fléau, n'était donc pas seulement un fait de civilisation, mais aussi une nécessité imposée par les sols et le climat.

Nous pouvons donc provisoirement conclure que rien ne prédestinait absolument les Finlandais à vivre ensemble au moment de la création du Grand-Duché. De nombreux facteurs naturels, historiques ou bien liés à des différences culturelles et sociales constituaient au contraire, vers 1810-1820, des obstacles importants à leur éventuelle fusion en un peuple uni. Reconnaissons cependant que cette situation n'était ni figée, ni rétrograde. Un certain volontarisme et une autre orientation dans la construction d'un territoire pouvaient faire évoluer les choses. Les premiers nationalistes en étaient convaincus ; restait à faire converger leurs efforts et ceux de l'État tsariste pour faire de parties disjointes un tout à peu près cohérent.

---

<sup>36</sup> « Ilmasto ja maatalous 1800-luvulla » (Climat et agriculture au XIX<sup>e</sup> siècle), *Suomen historian kartasto*, op. cit., pp. 150-151.

## L'émergence d'une entité plus homogène sous l'effet de facteurs convergents

La conquête militaire puis l'installation de nouvelles autorités, en partie étrangères, ouvrirent paradoxalement une voie nouvelle à l'espérance nationale. En effet l'action de Saint-Pétersbourg et celle des agents de l'administration dite autonome joua un rôle tout aussi éminent pour créer la Finlande moderne que les efforts des nationalistes pour « inventer » la nation de leur cœur.

### *La mise en place progressive d'un statut politique original*

Pour combattre les empiètements du pouvoir impérial sur les droits finlandais au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, ceux que l'on appelait les « constitutionnalistes » se réfèrent souvent à une théorie selon laquelle la Diète de Porvoo aurait marqué en Finlande les débuts d'un véritable État autonome, distinct de la Finlande<sup>37</sup>. Ils reprenaient ainsi, en l'approfondissant, la vieille argumentation d'Israel Hwasser<sup>38</sup> qu'Osmo Jussila présente à juste titre comme le « père du séparatisme », même si ce fut à son corps défendant<sup>39</sup>. Cette interprétation eut en France un réel succès d'estime lorsque, sous l'égide de Charles Seignobos, fut lancée en 1899 une pétition pour exiger du tsar l'annulation des mesures d'alignement sur le droit impérial<sup>40</sup>. Plusieurs ouvrages furent alors édités pour venir au secours de Mechelin et de ses amis<sup>41</sup> ainsi qu'une revue *ad hoc*, *L'Européen*<sup>42</sup>.

La théorie s'appuyait sur les déclarations faites par Alexandre I<sup>er</sup> lors de la clôture de la Diète le 18 juillet 1809 :

« Ce peuple brave et loyal bénira la Providence qui a amené l'ordre de choses actuel. Placé désormais au rang des nations, sous l'empire de ses lois (sic), il ne se ressouviendra (sic) de la domination passée que pour cultiver des rapports d'amitié (et des relations commerciales) lorsqu'ils seront rétablis par la paix.

Et moi, j'aurai recueilli le plus grand fruit de mes soins, quand je verrai cette nation tranquille au dehors, libre dans l'intérieur, se livrant sous la protection des lois et des bonnes mœurs à l'agriculture et à l'industrie, par le fait même de sa prospérité, rendre justice à mes intentions et bénir ses destinées. »<sup>43</sup>

Il n'y a pas lieu de soupçonner le souverain russe d'avoir employé le mot « nation » dans une acception ancienne<sup>44</sup>, ni même d'avoir voulu tromper son monde par de vaines promesses<sup>45</sup>. Pourtant, la thèse soutenue par les nationalistes finlandais doit être sérieusement relativisée. Pourquoi ?

<sup>37</sup> Leo Mäkelin, *Précis du droit public du Grand-Duché de Finlande*, Paris, 1886.

<sup>38</sup> Israel Hwasser, *Om allianstraktaten emellan Sverige och Ryssland ar 1812. Politisk betraktelse öfver Nordens nuvarande ställning ( À propos du traité d'alliance de 1812 entre la Suède et la Russie. Quelques réflexions politiques sur la situation actuelle dans le Nord)*, Stockholm, 1838.

<sup>39</sup> Osmo Jussila, *Suomen Suuriruhtinaskunta 1809-1917*, Helsinki, WSOY, 2004, pp. 159-170.

<sup>40</sup> Romain Moreau, *La question finlandaise à l'épreuve des relations franco-russes*, mémoire de mastère 2<sup>ème</sup> année, Dijon, septembre 2006.

<sup>41</sup> Jean-Jacques Caspar, *La résistance légale en Finlande*, Paris, Félix Alcan, 1913 ; Willem Van der Vlugt, *Le conflit finlandais*, Paris, L'humanité nouvelle, 1900.

<sup>42</sup> BNF, microfilm M-5297.

<sup>43</sup> *Protocoll hållit...*, op. cit., p. 514.

<sup>44</sup> Matti Klinge, *Keisarin Suomi (La Finlande du Tsar)*, Helsinki, Schildts, 1997, pp. 24-26.

<sup>45</sup> Marie-Pierre Rey, *Alexandre I<sup>er</sup>...*, Paris, ..., janvier 2009. Je remercie également l'auteur de m'avoir éclairé de ses brillantes lumières dans une conversation téléphonique.

- D'abord parce que la Diète de Porvoo, loin de constituer le point de départ absolu du processus de création d'un État autonome, avait été précédée de l'envoi, en novembre 1808, d'une délégation de notables à Saint-Pétersbourg. Celle-ci avait largement déblayé les obstacles à la convocation des États en présentant toute une série de revendications concrètes, examinées de manière bienveillante par une commission spéciale et explicitement adoptées par le tsar. Porvoo n'avait été au fond que la mise en scène d'un accord déjà entériné dans les faits<sup>46</sup>.
- Ensuite parce que la comparaison entre les accords touchant le Grand-Duché et ceux concernant d'autres zones de l'empire, en particulier les provinces baltes d'Estlandie et de Livonie, révélait de fortes analogies. La singularité politique de la nouvelle entité n'était donc que très relative, surtout avant 1816. Ce fait fut mis justement en évidence par le juriste russe B.E. Nolden dans sa polémique avec les constitutionnalistes finlandais en 1910<sup>47</sup>. En réalité, comme l'a montré Otto Brunner (théorie de l'*Herrschaftsvertrag*), les accords passés en 1809 à la Diète de Porvoo procédaient d'une démarche très ancienne qui consistait, dans l'esprit de l'époque, encore très imprégné des manières de penser médiévales, à signer entre le nouveau souverain conquérant et ses sujets privilégiés une sorte de traité moral dans lequel les seconds juraient allégeance au premier contre le respect de leurs coutumes, de leurs droits et de leur religion<sup>48</sup>. Les termes mêmes d'Alexandre I<sup>er</sup> dans son discours d'ouverture de la Diète semblaient donner raison à cette analyse :

« En faisant promulguer cet acte par ces présentes, NOUS croyons devoir instruire en même tems (sic) NOS fidèles sujets de Finlande qu'en NOUS conformant à l'usage antique et révééré de ce pays, NOUS regardons les sermens (sic) de fidélité prêtés par les états en général et par les députés paysans en particulier en leur nom et en celui de leur commettans (sic) de leurs mouvemens (sic) propres et spontanés comme bons et obligatoires pour tous les habitans (sic) de la Finlande. »<sup>49</sup>

- Enfin, il y avait un anachronisme évident à vouloir mesurer la situation finlandaise du premier XIX<sup>e</sup> siècle à l'aune du XX<sup>e</sup> siècle. Non seulement, la plupart des responsables politiques finlandais de cette période souhaitaient un rapprochement étroit avec la Russie, mais ils étaient réticents, lorsqu'ils évoquaient le Grand-Duché, à user du terme d'État (*valtio*), lui préférant celui de province (*maakunta*)<sup>50</sup>. Cela ne signifiait pas que la conscience d'un particularisme finlandais était encore inexistante, mais que leur patriotisme implicite n'était pas disposé à revendiquer davantage que le respect formel de leur identité.

Si l'on écarte donc l'hypothèse de la création d'un État autonome dès la Diète de Porvoo, il faut en toute logique considérer cette dernière comme partie prenante d'un processus complexe n'ayant donné que beaucoup plus tard naissance à un véritable statut d'autonomie.

---

<sup>46</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, *op. cit.*, « Vuoden 1808- lähetyskunta ja sen perustavan laatuinen kapitulaatiosopimus » (La délégation de 1808 et son traité de capitulation fondateur) pp. 53-69.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 30.

<sup>48</sup> *Ibidem* ; voir aussi Robert Schweizer, *Autonomie und Autokratie. Die Stellung des Grossfürstentums Finnlands im russischen Reich in der zweiten Hälfte des 19<sup>ten</sup> Jahrhunderts (1863-1914)*, Marburg, Lahn, 1978, premier chapitre.

<sup>49</sup> *Protocoll hållit...*, *op. cit.*, p. 460.

<sup>50</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, *op. cit.*, p. 136.



La première marche du long escalier menant à l'affirmation du Grand-Duché comme entité pourvue de droits spéciaux, fut sans doute la proclamation impériale de juin 1808<sup>51</sup>. Celle-ci annonçait, avant même la fin des combats et le traité de paix avec la Suède, le rattachement permanent des provinces orientales dudit royaume à la Russie, avec en contrepartie le respect des lois et des privilèges en vigueur. Elle créait un ensemble dont l'identité était différente de la Vieille Finlande et des autres provinces de l'empire.

À la fin de la même année, le commandant en chef des troupes russes, Buxhoevden, pressé par le général-gouverneur Sprengtporten de réunir rapidement les États à Turku, préféra envoyer à Saint-Pétersbourg une délégation de notables, dont certains furent élus et d'autres choisis par lui. Rencontrant le tsar le 30 novembre 1808, elle lui présenta une liste de revendications concernant l'entretien des troupes, l'indemnisation des dommages de guerre, la remise sur pied de l'économie, mais aussi la nomination d'un gouvernement provisoire susceptible de les mettre en œuvre et la réunion d'une diète dans les meilleurs délais. Après examen, une réponse positive fut apportée par Alexandre I<sup>er</sup> le 19 décembre ; l'autocrate de toutes les Russies avait pris entre temps le titre de Grand-Duc de Finlande, ajouté à sa titulature<sup>52</sup>. À ce stade, le ralliement du pays était déjà pratiquement réalisé, à cette réserve près que des bandes de paysans continuaient sporadiquement de harceler les arrières de l'armée d'occupation. Restait à donner un caractère encore plus solennel à cet état de fait.

La Diète qui devait s'en charger était initialement prévue en janvier dans une ville proche de l'ancienne frontière. Mais elle n'eut lieu qu'en mars à Porvoo, petite cité commerçante proche d'Helsinki et siège d'un important évêché. Il faut dire que les autorités russes et leurs alliés finlandais voulaient apporter à l'événement un soin méticuleux, comme en témoigne l'abondant courrier échangé entre les personnes chargées de sa réussite<sup>53</sup>. Le souverain russe honora d'ailleurs de sa présence les travaux lors des cérémonies d'ouverture (29 mars 1809)<sup>54</sup> et de clôture (18 juillet)<sup>55</sup>. Alexandre réitéra sa reconnaissance des droits de ses sujets en matière de religion, de justice et d'administration et reçut le serment de soumission de ses sujets. Les questions pratiques traitées ensuite par les représentants des quatre états (noblesse, clergé, bourgeoisie et paysannerie) furent essentiellement celles qui avaient été soulevées par la délégation de novembre. Les délégués étaient en effet soucieux de savoir quelles seraient leurs obligations en matière militaire, leur niveau d'imposition, le nouveau système monétaire et le devenir du commerce avec l'ancienne métropole<sup>56</sup>. De fait, on parla surtout à Porvoo des droits des sujets et très peu de ceux du souverain qui ne furent pas précisément définis. Il y eut bien référence à la constitution de 1772, datant du règne du roi de Suède Gustave III, mais sans que cela signifiât pour autant l'abandon par le tsar de sa condition d'autocrate. Il n'y eut pas non plus d'engagement pris au nom de ses successeurs. Il est donc impossible, comme le montre concrètement Osmo Jussila, de considérer Porvoo comme la fondation officielle d'un État finlandais<sup>57</sup>. Les instructions envoyées par Alexandre à Sprengtporten le 1<sup>er</sup> avril 1809 ajoutaient encore une dose d'ambiguïté. Il était créé un « *Comité de Régence provisoire en Finlande* » destiné à administrer le pays sous les ordres du « *Gouverneur Général* », comité composé de « *12 Membres choisis dans la nation, moitié dans l'ordre équestre (la noblesse), moitié parmi les autres ordres de l'État* », « *divisé en*

---

<sup>51</sup> Seppo Hentilä, Osmo Jussila, Jukka Nevakivi, *Histoire politique de la Finlande*, Paris, Fayard, 1999, p. 21.

<sup>52</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>53</sup> *Protocoll hållit...*, *op. cit.*, pp. 423-455 pour la seule période du 20 janvier au 22 février 1809, soit 41 pièces officielles.

<sup>54</sup> *Ibidem*, p. 456.

<sup>55</sup> *Ibidem*, p. 514.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 486-496.

<sup>57</sup> Osmo Jussila, *Suomen suuri...*, *op. cit.*, pp. 76-77.

quatre Départemens (sic), savoir a) Le Départemens militaire..b) Le Départemens des affaires intérieures...c) Le Départemens de Justice...d) Le Départemens des Finances et du Commerce...». Il était précisé plus loin que « toutes les affaires se traiter(aient) dans la langue du pays actuellement dominante, jusqu'à ce que la langue Russe (fût) mise en usage... » et que le « Gouverneur général » était « choisi par l'empereur » et gouvernait « selon les lois et les moyens qui lui (étaient) confiés ». Il était annoncé enfin une réorganisation de « l'armée Finlandoise »<sup>58</sup>. Nous voyons bien que rien n'était totalement fermé en matière d'autonomie, mais qu'en même temps le tsar et les autorités russes conservaient de très fortes prérogatives. Diverses formulations insistaient également sur l'état provisoire du processus.

Il y eut d'ailleurs du tangage durant l'été 1809. Tout d'abord, Sprengtporten, d'origine finlandaise, présenta sa démission en juin, officiellement pour des raisons de santé, en fait pour des désaccords plus ou moins camouflés avec l'entourage du souverain<sup>59</sup>. Il fut remplacé en juillet par le général Barclay de Tolly, originaire, lui, de Livonie. Or, à peine en fonction, ce dernier s'opposa à un projet de conseil de gouvernement élaboré par un comité spécial car il craignait de perdre une partie de ses nouvelles prérogatives. D'autre part, Speranski, le favori d'Alexandre, plaida pour établir à Saint-Pétersbourg une commission des Affaires finlandaises sur le modèle de celle qui existait pour la Vieille Finlande<sup>60</sup>. À ce stade, les autorités tsaristes, semblaient donc pencher pour une solution moins libérale que celle entrevue à Porvoo. Les pressions habiles de quelques Finlandais bien en cour, ainsi que la bonne volonté d'Alexandre, qui avait d'autres soucis en tête que de faire marcher au pas le Grand-Duché, évitèrent cependant une solution trop favorable aux Russes. Speranski amena discrètement Barclay de Tolly à se raviser, ce qui permit l'installation en grande pompe, le 2 octobre 1809, du conseil de gouvernement souhaité. Celui-ci était un organe à la fois civil et judiciaire, qui comprenait deux sections, l'une dite économique et l'autre dite judiciaire, annonçant le futur Sénat. Il était de surcroît composé de Finlandais, bien que présidé par le général-gouverneur<sup>61</sup>. Cet échafaudage un peu bizarre était, comme l'a dit avec humour le juriste russe Nolden « fait à partir de bois de construction suédois sur des plans russes »<sup>62</sup>. Cependant, 16 jours plus tard, était installée dans la capitale de l'empire la commission des Affaires finlandaises voulue par Speranski, où les Russes étaient majoritaires et où la plupart des Finlandais présents étaient d'anciens conjurés d'Anjala ayant quitté leur pays depuis l'époque de Gustave III (comme Éminé et Jägerhorn).

La balance pencha de la sorte vers la Russie jusqu'en 1811, date à laquelle elle fut en partie rééquilibrée. En effet, la Vieille Finlande fut alors rattachée directement au Grand-Duché dont les « frontières » furent alors nettement repoussée vers l'Est, englobant une bonne partie du Ladoga. Cette extension territoriale signifiait que l'ancienne administration germano-balte et russe allait être remplacée dans toute la région par une administration finlandaise aux prérogatives plus larges<sup>63</sup>. Tout aussi importante fut l'arrivée aux affaires du nouveau favori d'Alexandre I<sup>er</sup>, le général baron G.M. Armfelt. Celui-ci fut placé à la tête d'un comité des Affaires finlandaises remplaçant l'ancienne commission du même nom, qui n'avait pas donné satisfaction. En accord avec Speranski, il réorganisa cette administration

---

<sup>58</sup> *Protocoll hållit...*, op. cit., pp. 497-498.

<sup>59</sup> Stig Ramel, *Yrjö Maunu Sprengtporten. Maanpetturi ja patriootti* (Georges Magnus Sprengtporten. Le traître et le patriote), Keuruu, 2005 (traduction du suédois), avant-dernier chapitre.

<sup>60</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, op. cit., pp. 89-91.

<sup>61</sup> K.W. Rauhala, *Suomen keskushallinnon järjestämisestä vv. 1808-1817* (Sur l'organisation de l'administration centrale finlandaise 1808-1817), tome 1, Helsinki, 1910.

<sup>62</sup> Cité par Osmo Jussila, *Suomen...*, op. cit., p. 100.

<sup>63</sup> *Ibidem*, p. 114 ; Matti Klinge, *Keisarin...*, op. cit., pp. 27-28.

pour la rendre plus efficace et proposa de créer une fonction de secrétaire d'État dévolue à un Finlandais. La langue de communication y devint le suédois, ce qui fit changea aussi sa composition au bénéfice des Finlandais. En fait, cette solution était d'autant plus acceptable par Alexandre que le comité, installé dans sa capitale et dirigé par une personne de confiance, avait toute latitude pour surveiller les actes du conseil de gouvernement encore installé dans la lointaine Turku<sup>64</sup>. Le secrétaire d'État avait pour sa part l'avantage de pouvoir rencontrer personnellement le tsar et de lui exposer les questions essentielles. Un pas en avant vers l'autonomie était ainsi franchi, bien qu'Armfelt et Rehbindler, son adjoint, fussent toujours demeurés convaincus de la nécessité d'un rapprochement encore plus grand entre le Grand-Duché et sa nouvelle métropole, en particulier pour la langue d'administration et la monnaie<sup>65</sup>.

Afin de compléter ces dispositions générales, il fut précisé en 1812 quelles seraient les prérogatives du général-gouverneur de Finlande. Barclay de Tolly, aidé par Calonius, membre du conseil de gouvernement, avait présenté un premier rapport à ce sujet qui fut revu par Éminé et Speranski dans un sens jugé trop favorable à la fonction. Les Finlandais protestèrent auprès du souverain, avec l'aide d'Armfelt, et obtinrent gain de cause. Au final, le général-gouverneur n'avait ni prééminence sur le conseil de gouvernement, ni droit de veto sur ses décisions, mais coexistait avec lui en ayant son propre champ d'action, entre autres le maintien de l'ordre et les questions militaires<sup>66</sup>. Cette même année 1812, en outre, il fut décidé de transférer la capitale de Turku à Helsinki, plus proche de Saint-Pétersbourg. Cette mesure nécessita les années suivantes d'importants travaux de construction sous la direction de l'architecte allemand Engel et d'un ancien conseiller de Gustave III, Ehrenström.

Dès lors, le Grand-Duché de Finlande était doté non seulement d'institutions originales, mais d'un nouveau centre de pouvoir qui symbolisait de manière visible son émergence en tant que territoire particulier. La pratique des successeurs de Barclay de Tolly, Steinheil et le comte Zakresvski, ne remit pas en cause les équilibres laborieusement négociés. Les diverses institutions prirent l'habitude de travailler ensemble. Le changement de règne entre Alexandre I<sup>er</sup> et Nicolas I<sup>er</sup> ne provoqua aucun changement décisif, si ce n'est, en 1826, la transformation du comité des Affaires finlandaises en un véritable secrétariat d'État de Finlande où Rehbindler et Armfelt consolidèrent leurs prérogatives. Les généraux-gouverneurs, principaux représentants de l'administration russe en Finlande, conservèrent néanmoins sous les deux règnes un rôle très important. Mais ce n'était pas forcément négatif pour leurs administrés finlandais, dans la mesure où ils trouvaient un intérêt à les défendre contre les tentatives d'empiètement récurrentes des bureaucrates impériaux.

Les contemporains ne voyaient pas forcément dans ce système la preuve de l'existence d'un « État » à part, mais ils avaient conscience d'appartenir à une entité qui les rapprochait de ce que le tsar avait nommé en 1809 une « nation ». En 1819, par exemple, un membre du comité des Affaires finlandaises se pensait autorisé à écrire que :

*« ...la Finlande qui avait été jusqu'ici administrée selon des lois communes par un royaume dont elle était partie intégrante (la Suède, ndMC), avait vu son statut évoluer par l'intermédiaire de son union à la Russie en se transformant en un État vassal de cet empire, doté d'une administration autonome... »<sup>67</sup>*

---

<sup>64</sup> Keijo Korhonen, *Suomen asiain komitea. Suomen korkeimman hallinnon järjestelyt ja toteuttaminen vuosina 1811-1826 (Le comité des Affaires finlandaises. Prémices et mise en place de la plus haute instance administrative de Finlande entre 1811 et 1826)*, Thèse, Helsinki, 1963, première partie.

<sup>65</sup> Archives nationales de Finlande, *Gustav Mauritz Armfeltin kirjeenvaihto (Correspondance de G.M. Armfelt)*, cote 602 :4a, cartons PR 11 et PR 12.

<sup>66</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, op. cit., pp. 107-113.

<sup>67</sup> *Ibidem*, citation p. 137.

Les observateurs germano-baltes von Gerschau et F.W. Schubert le rejoignaient sur ce point en estimant que le Grand-Duché formait quasiment un État à part. Il n'empêche que le point de vue russe était quelque peu différent. La Finlande apparaissait aux yeux de l'administration impériale et des élites intellectuelle comme une province particulière certes, mais soumise comme les autres à l'autorité du souverain. Pour le géographe Arsenev, l'État russe était constitué de 50 gouvernements et de 5 oblasts au statut autonome spécial (Finlande, Bessarabie, territoire de Bialystok, territoire des cosaques du Don et Géorgie), la Pologne seule faisant figure de royaume associé<sup>68</sup>. Cette différence d'appréciation entretenit une lutte parfois sourde, parfois ouverte entre les hauts fonctionnaires du « parti national russe » et ce qu'on peut appeler le « lobby allemand », plus favorable aux intérêts finlandais et sur lequel s'appuyait discrètement le secrétariat d'État quand le besoin s'en faisait sentir<sup>69</sup>.

#### *Des efforts persévérants pour couper les liens avec l'ancienne métropole*

Un autre moyen de renforcer l'originalité finlandaise était de la détacher de l'emprise économique et culturelle qu'exerça encore sur elle la Suède pendant plusieurs décennies. C'était une question essentielle car, comme nous l'avons vu, les liens commerciaux restaient très forts avec Stockholm et une partie de la population, surtout à l'Ouest, conservait une certaine rancune vis-à-vis des conquérants. Ce fait, apparut clairement lors de la guerre de 1808-1809<sup>70</sup>, trouva confirmation en 1819, lorsque des heurts sérieux opposèrent à Turku les étudiants et les soldats russes de la garnison, obligeant le général-gouverneur Steinheil et le secrétaire d'État Rehbinder à venir sur place<sup>71</sup>. Pour contrer cette attraction de l'Occident, le Sénat finlandais (nouveau nom du Conseil de gouvernement) et les autorités russes essayèrent de promouvoir une politique cohérente aux multiples facettes.

Leur premier souci fut de promouvoir, au sein de l'université et de l'administration l'usage de la langue russe<sup>72</sup>. Dès 1812, G.M. Armfelt écrivit à l'archevêque Tengström pour s'étonner qu'il n'y eût pas un seul étudiant en russe à l'université de Turku :

*«...Est-ce qu'une telle attitude est décente ? Est-elle sage ? Croit-on que dans six ans on pourra avoir un poste sans savoir le russe ou bien que la Finlande ne sera plus sous pouvoir russe ?...»*

Il était lui-même assez mal placé pour évoquer la question, dans la mesure où son russe était des plus laborieux et où son adjoint Rehbinder n'usait que du français avec les hauts fonctionnaires de Saint-Pétersbourg ! Le problème était néanmoins posé. Dans la foulée, le Conseil de gouvernement essaya de lancer un programme de formation d'enseignants spécialisés et en 1813, un décret exigea qu'en 5 ans tous les fonctionnaires finlandais fussent en mesure de parler russe. De fait, ce plan échoua lamentablement. Dès 1824, on libéra les pasteurs de cette « obligation », en 1831 les enseignants. Le général-gouverneur Zakrevski tenta à son tour de prendre quelques mesures incitatives dont la création d'une chaire de russe

---

<sup>68</sup> *Ibidem*, pp. 134-135.

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 191.

<sup>70</sup> Jussi Lappalainen, Lars Ericson Wolke, Ali Pylkkänen, *Sota Suomesta, Suomen sota 1808-1809 (Guerre à propos de la Finlande, guerre de Finlande 1808-1809)*, Hämeenlinna, 2007.

<sup>71</sup> Matti Klinge, *Keisarin...*, *op. cit.*, pp. 65-66.

<sup>72</sup> *Ibidem*, pp. 67-69 ; Osmo Jussila, *Suomen...*, *op. cit.*, pp. 142-149 ; Kristiina Kalleinen, « *Isänmaani onni on kuulua Venäjälle* ». *Vapaaherra Lars Gabriel von Haartmanin elämä* ( «Le bonheur de ma patrie est d'appartenir à la Russie »). *La vie du chevalier L.G. von Haartman*, Helsinki, SKS, 2001, pp. 216-224.

à la nouvelle université d'Helsinki. En vain, car l'engouement pour l'apprentissage du finnois était tel que le professeur se retrouva en face d'un public clairsemé. Reprenant la question en 1844, von Haartman, l'homme fort du Sénat, envisagea la création d'un institut spécial. Ce fut un nouveau coup d'épée dans l'eau. Finalement, von Kothern, un autre partisan de l'unité avec la Russie et beau-frère du précédent, imposa en 1871 l'enseignement obligatoire du russe dans toutes les écoles de garçons. Mais il était déjà trop tard. De fait, les élites avaient continué à parler le suédois et, lorsqu'elles avaient voulu apprendre une autre langue, elles s'étaient tournées spontanément vers le français, l'allemand ou le finnois. La progression de ce dernier, sensible à partir des années 1850, avait beau fâcher von Haartman qui la qualifiait de « *langue du Perkelä* » (*du Démon*), ce fut en réalité le seul signe évident de rupture progressive avec l'exclusivité de la culture suédoise parmi les classes aisées.

Accorder des faveurs et des places aux groupes privilégiés fut un moyen autrement plus efficace de les détacher de leur attraction pour l'ancienne métropole. Sur ce point, les autorités de Saint-Petersbourg rencontrèrent d'indéniables succès. En 1811 et 1812, la création de plusieurs administrations centrales importantes ainsi que la fondation de la Banque de Finlande<sup>73</sup> permirent l'embauche de nombreux fonctionnaires. Selon Päiviö Tommila, il y avait 610 emplois civils et judiciaires en 1810 dans l'administration d'État ; en 1820, il y en avait déjà 940. Le rythme des créations ne fit que s'accélérer dans les décennies suivantes. C'était l'assurance pour les fils de famille d'avoir un jour l'occasion d'exercer leurs talents, alors que la concurrence des Suédois de métropole avait disparu et que celle des Russes ou des Germano-baltes était inexistante du fait de l'usage du suédois comme langue administrative. En même temps, les salaires furent fortement augmentés et l'on distribua à foison décorations et marques de faveur. L'empire tsariste accorda également 500 nouveaux titres de noblesse dans les années 1810, soit plus que jamais auparavant<sup>74</sup>. Il y avait de quoi stimuler le zèle des ambitieux. Le journal *Helsingfors Tidningar* pouvait ainsi écrire en 1836, sans flagornerie excessive, que s'était ouvert « *pour les fils de Finlande un nouvel espace d'avancement de leur carrière au sein d'un vaste empire* ». Le tsar recruta aussi en Finlande des officiers fidèles à des conditions bien meilleures que dans l'armée suédoise : un rescrit du 27 mars 1810 établit même des soldes en dehors des périodes de campagne. Notre collègue britannique John Screen estime que de 3300 à 4500 officiers finlandais servirent dans l'armée russe entre 1809 et 1917, dont 300 devinrent généraux, la plupart dans des unités d'élite (172 cadets d'Hamina eurent par exemple la chance d'entrer dans la Garde impériale)<sup>75</sup>. Très souvent, ces derniers purent continuer leur carrière comme hauts fonctionnaires. Sur 169 sénateurs finlandais ayant appartenu à la section économique du Sénat durant la période tsariste, 50 étaient d'anciens officiers, dont 37 nobles. 40 anciens cadets d'Hamina devinrent par ailleurs gouverneurs de province, le secrétariat d'État étant lui aussi peuplé d'anciens militaires<sup>76</sup>. Ce vivier d'hommes d'État et de guerre n'avait plus aucun intérêt au retour en arrière.

Sur le plan économique, la partie était plus délicate. La bourgeoisie privilégiée des ports avait obtenu depuis 1809 de continuer à commercer avec Stockholm tout en utilisant encore la monnaie suédoise, à côté du rouble, dans ses transactions. Cette situation perdura trois décennies. Elle n'était cependant pas sans inconvénient, car elle entretenait une situation monétaire quelque peu chaotique, tout en empêchant l'unification économique entre les

---

<sup>73</sup> Matti Klinge, *Keisarin...*, *op. cit.*, pp. 33-34.

<sup>74</sup> Päiviö Tommila, *Suomen autonomian ...*, *op. cit.*, pp. 113-114.

<sup>75</sup> John Screen, *The Entry of Finnish Officers into Russian Military Service 1809-1917*, London, 1976.

<sup>76</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, *op. cit.*, pp. 156-157.

différentes parties du pays. En outre, l'industrie métallurgique et une partie de l'agriculture restaient dépendantes de l'économie suédoise. Un autre problème était récurrent : les droits de douanes très élevés imposés par la Russie favorisaient une importante contrebande, ce qui appauvriissait les ressources de l'administration autonome et irritait les autorités russes. Lars Gabriel von Haartman<sup>77</sup>, qui avait de bonnes relations avec la famille Armfelt, proposa de lutter contre cet état de fait dès la fin des années 1830. Sa fonction de gouverneur de la province de Turku lui avait fait prendre la mesure du problème. Il était aussi animé du désir de rapprocher plus étroitement la Finlande et la Russie pour échapper à ce qu'il appelait « *la maladie suédoise* », à savoir, dans son esprit, les idées nouvelles venues d'Europe occidentale. Dès le printemps 1838, il proposa des mesures cohérentes pour améliorer l'économie et séparer définitivement la Finlande de la tutelle suédoise<sup>78</sup>. Après un voyage fructueux à Saint-Pétersbourg, où il gagna l'appui de Cancrine et de Rehbindler, il fut nommé au printemps 1840 à la tête des finances du Sénat et commença alors son œuvre réformatrice. Peu de temps après, il devint vice-président de la section économique, c'est-à-dire second du général-gouverneur. Sa mesure phare, lancée dès le printemps 1840 et pratiquement achevée fin 1843, fut le remplacement du riksdal papier suédois par des petites coupures en roubles, gagées sur l'argent. Il procéda pour ce faire avec habileté, celant d'abord son plan (jusqu'en août 1840), puis l'exécutant avec promptitude grâce à l'obtention d'une avance de trois millions de roubles<sup>79</sup>. Mais l'échange de billets, qui valut à son inspirateur le surnom de *Laurent d'Argent* (*Hopea-Lasse*), n'aurait pas été en soi suffisant. Il fut assorti d'une réforme de la Banque de Finlande qui, prise en main par un nouveau directeur, ouvrit des succursales dans les principales villes du Grand-Duché, prit des dispositions pour mieux aider l'industrie autochtone et reçut le droit d'escompter des traites étrangères<sup>80</sup>. Parallèlement, le système douanier fut un peu modifié pour lutter contre la contrebande. Après avoir renvoyé l'ancien directeur des douanes, Avellan, auquel il reprochait un certain laxisme, *Hopea-Lasse* rationalisa, sous son égide, la pratique des rabais et obtint de Cancrine l'abaissement des droits d'importation de quelques produits de luxe afin d'attirer en Finlande une riche clientèle russe. Les droits de douanes, qui n'avaient rapporté en moyenne que 281 000 roubles d'argent durant la décennie 1831-1840, en fournirent 850 000 au Trésor dans la décennie suivante<sup>81</sup>. La reprise générale du commerce au sein de la Baltique favorisèrent l'action de von Haartman dans ce domaine, mais il est sûr également qu'elle fit monter l'étoile de « *Son Horreur* » (surnom que lui avaient donné ses ennemis) dans la capitale de l'empire. Mais le dispositif global n'aurait pu atteindre son but s'il n'avait été accompagné d'un effort conséquent pour encourager l'économie finlandaise. Von Haartman insista, malgré les réticences de Menchikov, pour créer une Direction centrale des manufactures (*manufaktuurihoitokunta*) chargée de promouvoir l'élan productif du Grand-Duché. Il négocia aussi laborieusement avec la Suède la diminution des importations de minerai de fer tout en subventionnant l'exploitation de mines lacustres et en augmentant considérablement les commandes aux sidérurgistes finlandais. Il fut enfin l'un des principaux responsables du creusement du canal du Saimaa (1845-1856) qui devait permettre au plateau lacustre du Savo de commercer plus facilement avec Vyborg et par-delà avec Saint-Pétersbourg<sup>82</sup>. Partisan farouche d'une liaison

<sup>77</sup> Archives nationales, *L.G. von Haartmanin kokoelma* (fonds *L.G. von Haartman*), en particulier sa correspondance avec Menchikov (carton I) qui est pour l'essentiel écrite en français ; pour son action économique de 1838 à 1845, Kriitiina Kalleinen, « *Isänmaani...* », *op. cit.*, pp. 121-192 ; Matti Klinge, *Keisarin...*, *op. cit.*, pp. 107-115 ; Osmo Jussila, *Suomen...*, *op. cit.*, pp. 151-154.

<sup>78</sup> Kriitiina Kalleinen, « *Isänmaani...* », *op. cit.*, pp. 121-124.

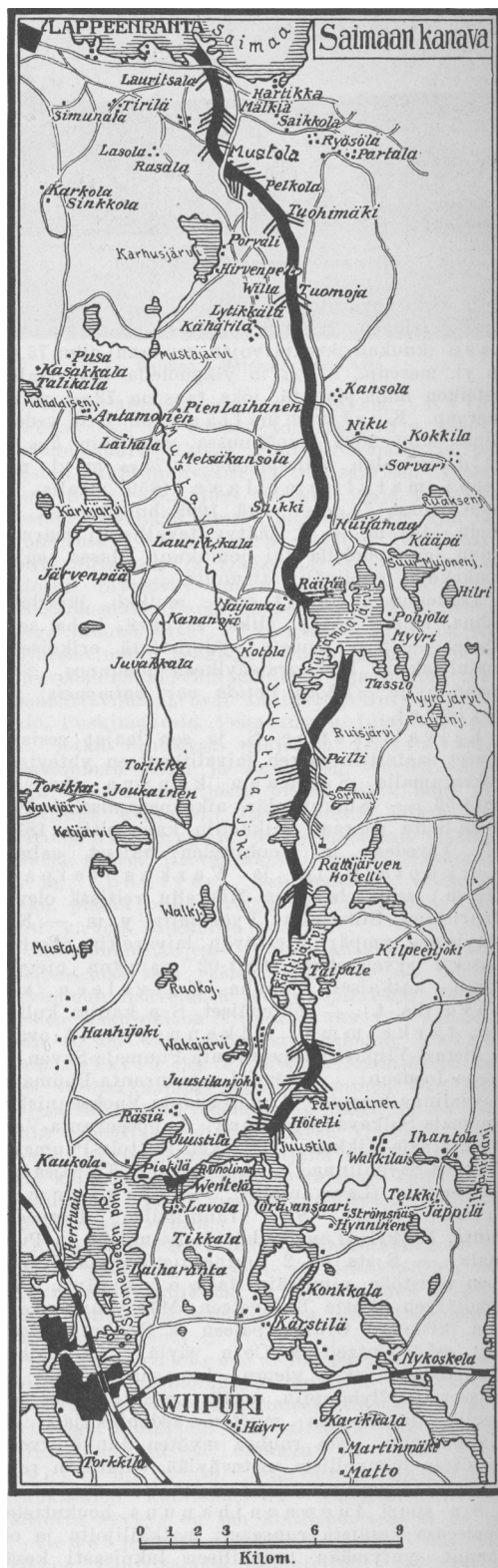
<sup>79</sup> *Ibidem*, pp. 142-150.

<sup>80</sup> *Ibidem*, pp. 151-154.

<sup>81</sup> *Ibidem*, pp. 155-166.

<sup>82</sup> *Ibidem*, pp. 167-192.

intime entre le Grand-Duché et la Russie, hostile même à une nouvelle réunion des états, l'ombrageux von Haartman défendit néanmoins avec constance, dans les années suivantes, les intérêts douaniers finlandais, car il estimait qu'une assimilation pure et simple ne convenait ni à l'un ni à l'autre pays.



Carte n° 4 : tracé du canal du Saimaa entre Lappeenranta et Vyborg  
(source : Tietosanakirja, tome 8, Helsinki, Otava, 1916, p. 515)

Matti Klinge a en tout cas fort bien résumé les conséquences de la politique économique menée par ce zélé serviteur de Nicolas I<sup>er</sup> :

«...La politique économique suivait ainsi les traces de la politique générale et de la politique culturelle. Dans les années 1840-1841, lorsque fut réalisé un grand pas du système économique suédois vers le système russe, fut donné parallèlement une autre orientation à la politique culturelle, qui ressortit clairement lors de la fête de l'Université en 1840.

Ce fut en effet au sein de cette institution que furent créés idéologiquement le concept de Finlande et l'image d'une patrie unie ; la réforme monétaire remplit quant à elle une fonction similaire dans la mesure où l'existence d'une même monnaie au sein du pays facilita l'unification économique. La Suède devint donc un pays étranger à la fois dans le domaine idéologique et dans le domaine économique ».<sup>83</sup>

De fait, la prise de distance avec la Suède facilita la conscience unitaire du Grand-Duché. Elle structura davantage l'espace national et amena les « élites » à envisager leur appartenance à la Russie comme un moyen d'affirmer leurs propres intérêts.

#### *L'attachement des élites à un équilibre qui leur profitait*

Les membres des ordres privilégiés, à savoir les nobles, les membres du clergé, la bourgeoisie commerçante et la paysannerie aisée, avaient seuls le droit d'être représentés à la Diète (appelée aussi « États »). Ils formaient donc ce que nous appelons ici les « élites », soit 5% tout au plus des habitants du pays. Alexandre I<sup>er</sup> fut très attentif au cours de son règne à les ménager, et son successeur, Nicolas I<sup>er</sup>, de même. En vérité, l'un et l'autre portaient du principe qu'en les amadouant, ils auraient aussi derrière eux la masse de la population du Grand-Duché. Le calcul n'était point sot, car s'il existait des divergences d'intérêt entre les différentes classes sociales, le clergé exerçait encore une forte influence morale sur les communautés rurales dont la sécurité dépendait aussi des liens qu'elles entretenaient avec les gros propriétaires terriens et les commerçants des ports.

Au printemps 1809, il existait encore des interrogations quant à l'attitude à tenir vis-à-vis des Russes. La résistance populaire dans certaines régions de l'intérieur, l'attachement aux anciens souverains et la crainte d'avoir à payer très cher la note de l'invasion ne pouvaient qu'entretenir momentanément les tensions. Les courriers échangés entre Spengtporten et Speranski s'en faisaient de temps à autres l'écho. Le général-gouverneur évoquait ainsi « *la confiance publique... détruite* » et « *la justice du souverain compromise* » par le retard apporté à la fourniture en blé ; il faisait également référence à « *un peuple qui se ruine pour faire vivre vos troupes* »<sup>84</sup>. En avril 1809, le secrétaire d'État écrivait à l'archevêque Jacques Tengström qu'il s'en remettait à sa sagacité pour « *achever de rassurer les esprits et de répandre parmi le peuple ce sentiment d'union et de confiance dont Sa Majesté Impériale (avait) été si sensiblement touchée à la prestation du serment des États* »<sup>85</sup>. Nous devinons donc que l'unanimité en faveur d'Alexandre I<sup>er</sup> n'était pas la règle... Il faut ajouter à cela les divisions qui existaient préalablement entre ceux qui avaient choisi de collaborer avec l'État russe. Certains membres de la noblesse, comme Spengtporten, Jägerhorn, Glansenstjerna, Ladau et Klick avaient en leur temps combattu Gustave III et émigré en Russie ; d'autres au contraire comme G.M. Armfelt, R.H. Rehbinder, C.J. Walleen et J.A. Ehrenström étaient d'anciens partisans de ce roi contesté. Entre les deux groupes, il y avait de la méfiance et des conflits

<sup>83</sup> Matti Klinge, *Suomen...*, op. cit., p. 113.

<sup>84</sup> Lettres de Spengtporten à Speranski des 13 et 17 février 1809, *Protocoll hållit...*, op. cit., pp. 429-430.

<sup>85</sup> Lettre de Speranski à Tengström du 2 avril 1809, *ibidem*, p. 467.



qui devaient entraîner la chute précoce de Sprengtporten. Il est à noter par ailleurs que la représentation aux États de Porvoo était loin d'être aussi complète qu'elle aurait pu l'être : sur les 11 familles comtales, seuls les Creutz étaient représentés. Les baronnies l'étaient de manière plus satisfaisante, mais n'étaient pas toutes présentes. Le clergé n'avait que 7 députés, Tengström compris ; les paysans avaient eu quant à eux bien du mal à trouver 7 représentants et des provinces comme l'Uusimaa ou le Satakunta se trouvaient sans députés directs. Les principales villes bourgeoises avaient pu envoyer des élus, mais il est tout de même frappant de constater qu'il n'y avait personne d'Helsinki ou de Vaasa<sup>86</sup>. Au cours des débats de la Diète, il surgit également des différends entre les ordres à propos des questions monétaires (la bourgeoisie voulait le maintien du riksdal, les autres l'introduction du rouble) et de l'impôt.

Pourtant, les premiers émois passés, les privilégiés finlandais sentirent qu'ils auraient mauvaise grâce à se plaindre de la générosité d'Alexandre I<sup>er</sup>. Le rescrit adressé dès septembre 1810 au général-gouverneur Steinheil leur donnait en réalité des droits supérieurs à ceux dont les Suédois les avaient jadis gratifiés<sup>87</sup> : non seulement, comme nous l'avons vu, les droits civils, pénaux et politiques étaient préservés, mais les impôts étaient allégés et l'armée du pays dissoute, sans que les officiers en fussent le moins du monde affectés puisqu'ils pouvaient désormais faire carrière dans l'armée russe. Quant aux bourgeois des ports, ils étaient délivrés de la clause du monopole et pouvaient faire des affaires avec qui ils le souhaitaient. Avec les nombreux postes créés dans la fonction publique ou bien l'augmentation des crédits à l'université et à maintes administrations, les dirigeants finlandais pouvaient considérer la nouvelle union politique comme un succès. S'ajoutaient à cela les profits que retiraient les maîtres de forge et les industriels du textile grâce à leurs ventes importantes en Russie<sup>88</sup>.

Les signes de leur gratitude ne se firent pas attendre. Le plus visible était l'empressement de ceux qui exerçaient les plus hautes responsabilités à bien servir leur maître. Lars Gabriel von Haartman en écrivant que « *le bonheur de (son) pays (était) d'appartenir à la Russie* » n'exprimait pas son seul sentiment personnel, mais celui de toute une génération d'administrateurs profondément dévoués aux tsars, des Armfelt père et fils à R.H. Reh binder en passant par C.J. Wallen, von Kothen ou J.A. Ehrenström, le grand ordonnateur de la construction du centre monumental d'Helsinki. Même le célèbre conteur Topelius, considéré dans les années 1840 comme un patriote intransigeant, écrivait encore au début de la décennie qu'il n'y avait « *des îles Åland jusqu'à l'Alaska qu'un seul empire, un seul pays, un seul trône, une seule puissance et un seul peuple* »<sup>89</sup>. Les journaux finlandais célébrèrent par ailleurs de manière dithyrambique, en 1830, les victoires russes contre la Turquie ainsi qu'en 1831 la répression par Nicolas I<sup>er</sup> de la Pologne insurgée ; la Garde finlandaise participa avec ferveur aux combats sur la Narew et reçut un accueil triomphal à son retour. Le tsar était si content de l'attitude des élites du Grand-Duché qu'il déclara un jour à des conseillers qui souhaitaient réduire leurs privilèges : « *Laissez les Finlandais tranquilles. C'est l'unique province de mon empire qui, de tout mon règne, ne m'ait pas causé*

---

<sup>86</sup> Cet état des lieux a été établi à partir de la liste de délégués envoyée par le maréchal de la Diète au souverain le 27 avril 1809, *Protocoll hållit...*, *op. cit.*, pp. 472-473.

<sup>87</sup> Seppo Hentilä et alii, *Histoire politique...*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>88</sup> Erkki Pihkala, « Teollisuustuotteiden vienti Venäjälle 1812-1917 » (L'exportation de produits industriels vers la Russie), in Maija Lapola (dir.), *Suomi & Pietari (La Finlande & Saint-Petersbourg)*, Helsinki, WSOY, pp. 91-107.

<sup>89</sup> Cité par Matti Klinge, *Keisarin...*, *op. cit.*, p. 134.

*un seul instant de souci et d'insatisfaction* »<sup>90</sup>. Cette fidélité politique se doublait d'une admiration non déguisée pour tout ce qui venait de Russie en matière de savoir vivre : de l'apprentissage systématique du français par les jeunes aristocrates aux modes musicales, en passant par l'adoption du style néo-classique dans la construction des manoirs de campagne<sup>91</sup>. Les aristocrates russes fréquentant les villes d'eaux finlandaises apportèrent avec eux des habitudes culturelles que les aristocrates et bourgeois finlandais s'empressèrent d'imiter. Les mariages mixtes se multiplièrent<sup>92</sup>. Il est clair que les riches Finlandais appréciaient au plus haut point l'appartenance à un empire devenu le plus puissant d'Europe avant la guerre de Crimée.

Le degré de contentement variait néanmoins d'une famille à l'autre (il en était de russophiles et de svécophiles), voire d'une région à l'autre (l'Ostrobotnie par exemple était moins ouverte à la Russie que la partie orientale du pays qui en retirait des profits directs). Il commença surtout à être plus nuancé à partir des années 1840, quand émergea dans le pays un courant nationaliste, certes conservateur et fidèle au tsarisme, mais capable quelquefois de défier les autorités.

#### *Naissance et développement d'un mouvement nationaliste*

Le sentiment unitaire des élites avait été facilité avant tout par les facteurs que nous venons d'évoquer précédemment. Guidées par le sens de leur intérêt et conscientes qu'elles disposaient des moyens minimaux d'exercer leurs talents dans toute une série d'institutions plus ou moins autonomes, celles-ci avaient les moyens d'affirmer fièrement leur identité non seulement par rapport aux fonctionnaires russes, mais aussi vis-à-vis des barons baltes ou des pans polonais. Le développement du nationalisme apporta cependant, sur le plan culturel et idéologique, un supplément d'âme à cet orgueil de caste, en dépit des divisions qu'il ne manqua pas de créer entre les nantis. Il fut surtout l'occasion pour certains de se donner l'aura de guides pour la plèbe.

Comme l'a brillamment montré l'étude pionnière de Miroslav Hroch sur le nationalisme des petites nations<sup>93</sup>, les premiers nationalistes ne provenaient généralement pas des couches supérieures de la société, mais des classes moyennes, en particulier de ce qu'on appelle en Allemagne la *Bildungsbürgertum*. En Finlande, où le prestige de l'Université était grand, l'appartenance à la communauté intellectuelle issue de ses rangs donnait la possibilité d'être écouté et entendu, car les enfants des ordres privilégiés y faisaient presque tous un séjour plus ou moins prolongé. Certes, la surveillance étroite imposée par les autorités limitait la marge de manœuvre des audacieux, mais il était toujours possible d'obtenir une oreille attentive d'étudiants prompts à mettre en cause le paternalisme pesant imposé par l'extérieur.

« L'idée finlandaise » naquit précisément dans les milieux intellectuels gravitant autour de l'université de Turku. Le professeur Porthan s'était déjà intéressé à la culture populaire de langue finnoise dans l'esprit des théories de J.G. Herder. Au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres érudits poursuivirent la collecte de chansons et de poèmes populaires, à l'instar du médecin ostrobotnien Zacharias Topelius l'ancien. Au tournant des années 1810-1820, la

---

<sup>90</sup> Seppo Hentilä et alii, *Histoire politique...*, op. cit., p. 42.

<sup>91</sup> Matti Klinge, *Keisarin...*, op. cit., p. 106.

<sup>92</sup> *Ibidem*, pp. 124-125.

<sup>93</sup> Miroslav Hroch, *Die Vorkämpfer der nationalen Bewegung bei den kleinen Völkern Europas*, Prague, Acta Universitatis Carolinae Philosophica et Historica, monographie XXIV, 1969. Il en existe une version anglaise parue à Cambridge en 1985 sous le titre *Social Preconditions of National Revival in Europe, a Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*.

société de l'Aura (*Auraseura*), se fixa comme but, selon les règles du romantisme national venu d'Allemagne, de faire mieux connaître la culture ancestrale aux élites. L'un de ses membres, J.J. Tengström, jeune assistant de philosophie à l'université, fit même paraître dans le calendrier de la société, sous forme d'articles, une sorte de programme éducatif, destiné, selon lui, retrouver les trésors du passé. Adolf Iwar Arwidsson (1791-1858) appartenait à cette société savante, comme beaucoup des pionniers du romantisme national<sup>94</sup>.

Ce jeune professeur d'université avait été formé dans les années 1817-1820 à Uppsala où il avait été très influencé, comme son condisciple, l'historien national-romantique suédois E.G. Geijer, par les théories d'Herder, Schelling et Schlegel. Armé de la conviction que le peuple devait « *devenir conscient de lui-même et réaliser son destin* », il adhéra à la société de l'Aura et fonda avec ses amis Linsén et Bergbom la revue culturelle *Mnemosyne*. Celle-ci était typique de ce que Miroslav Hroch définit comme la phase initiale du nationalisme (phase A) où il s'agissait prioritairement de retrouver ses racines en développant l'éducation selon une conception très paternaliste du rapport entre les élites instruite et la plèbe. En mars 1821, Arwidsson créa son propre journal, *Åbo Morgonblad*, dans lequel il commença à exprimer des vues politiques (phase B de Hroch), critiquant la Diète de Porvoo, déplorant la suppression de l'armée finlandaise, fustigeant également le désordre monétaire et l'apathie culturelle des élites finlandaises. En septembre, les autorités l'obligèrent à fermer boutique. L'année suivante, il fut chassé de l'université et partit en Suède où il vécut la fin de ses jours. Il se distingua encore en 1838 en répondant vertement aux thèses d'Israel Hwasser dans un pamphlet signé Pekka Kuoharinen ; à l'idée hwasserienne selon laquelle la Finlande avait acquis en 1809 une quasi personnalité d'État, il opposa la conquête par la force et l'absence de liberté effective<sup>95</sup>. Mais Arwidsson resta en fait isolé (son journal ne dépassa jamais 400 abonnés), même si plus tard les milieux nationalistes exagérèrent son rôle dans l'émergence du mouvement fennomane. En fait, dans les années 1820, l'intérêt pour la langue finnoise ne constituait pas une lame de fond, bien que 222 étudiants sur 351 inscrits à l'université de Turku eussent signé une adresse demandant la création d'une chaire de langue finnoise<sup>96</sup>.

Au cours de la décennie suivante, les choses n'évoluèrent que lentement. Mais des initiatives importantes furent prises pour promouvoir la culture autochtone. Il y eut d'abord la fondation, à Helsinki, de la société du Samedi (*Lauantaiseura*). Animée par quelques fortes personnalités comme le poète national (svécophone) J. L. Runeberg, le juriste J.J. Nordström et le philosophe hégélien A. A. Laurell, elle attira vite vers elle d'autres hommes de caractère comme le jeune philosophe J.V. Snellman et F. Cygnæus. Son but était de fonder une authentique culture nationale. Mais elle resta surtout un cercle de discussion pour intellectuels.

Plus décisive fut la naissance, le 16 février 1831, de la Société de littérature finnoise (*Suomalaisen kirjallisuuden seura, SKS*)<sup>97</sup>. Parmi les fondateurs, on retrouvait la plupart des animateurs de la société du Samedi, mais aussi des têtes nouvelles, comme K.N. Keckman, son premier secrétaire, le théologien E.G. Melartin, son premier président, ou Elias Lönnrot, un médecin rural, bientôt appelé à une notoriété mondiale. L'objectif était cette fois plus précis : « *nationaliser l'intelligentsia et éduquer le peuple* » en aidant matériellement les

<sup>94</sup> Lauri Honko, « Kansallisten juurien löytäminen » (À la découverte des racines nationales), *Suomen kultuurihistoria (Histoire culturelle de la Finlande)*, tome 2 *Autonomian aika (L'époque de l'autonomie)*, Helsinki, WSOY, 1983, pp. 42-64.

<sup>95</sup> Pekka Kuoharinen, alias Adolf Iwar Arwidsson, *Finland och dess Framtid (La Finlande et son avenir)*, Stockholm, 1838.

<sup>96</sup> *Suomen historian pikkujättiläinen (Le petit géant de l'histoire finlandaise)*, Helsinki, WSOY, 1987, p. 455.

<sup>97</sup> Voir Irma Sulkunen, *Suomalaisen...*, *op. cit.*, les trois premiers chapitres.

auteurs de travaux en langue finnoise, et en choisissant les canons destinés à créer une véritable langue littéraire. C'est sur ce dernier point que les débats les plus intenses eurent lieu. Ils aboutirent même à l'exclusion de Gottlund, le défenseur d'une langue écrite la plus proche possible de la langue parlée. La SKS favorisa, entre autres, la mise en place d'un dictionnaire de référence et surtout la poursuite des travaux de Lönnrot (en particulier ses voyages auprès des bardes caréliens) qui put faire paraître en 1835 sa première version du *Kalevala*, présentée comme une épopée digne de l'*Illiade* et de l'*Odyssee*. Son succès fut énorme et sa première traduction française, réalisée par le Dijonnais Louis-Antoine Léouzon-Le-Duc, fut livrée au public au début des années 1840. Les nationalistes tenaient, avec cette œuvre effectivement remarquable, la « preuve » du « génie » finnois. C'était donc une étape symbolique de premier ordre. Mais la phase A classique du nationalisme n'était pas pour autant dépassée. Les dirigeants de la Société de littérature finnoise se refusaient encore à politiser leurs débats, restant ainsi en deçà des espérances d'Arwidsson.

Le passage à la phase B fut surtout à mettre au crédit de Johan Vilhelm Snellman (1806-1881)<sup>98</sup> au cours de la décennie 1840. Ce fils de marin était entré à 16 ans à l'université de Turku en même temps que Runeberg et Lönnrot. Il étudia d'abord la théologie, passa ses examens pour devenir pasteur, mais sur les conseils de J.J. Tengström, il bifurqua ensuite vers la philosophie. Obligé de gagner sa vie, il ne passa sa maîtrise qu'en 1832. Mais ce brillant sujet, avait déjà acquis le respect de ses pairs. On lui proposa en 1834 une place de *docent* à l'université (installée depuis 1828 dans la nouvelle capitale) et d'inspecteur de la nation étudiante d'Ostrobotnie. Membre de la Société de littérature finnoise, il était déjà très intéressé par la promotion de la culture autochtone. Hégélien convaincu, il avait cependant la certitude que rien ne pourrait se développer sans une réflexion plus approfondie sur l'État. En 1839, il partit donc pour la Suède et l'Allemagne. Durant ces trois ans, il rédigea une thèse, *Versuch einer spekulativen Entwicklung der Idee der Persönlichkeit*, inspirée à la fois de Hegel et David Strauss, dans laquelle il défendait l'idée que Dieu habitait les hommes quand ils dépassaient leurs limites individuelles pour se mettre au service de la Nation. Il poursuivit sa réflexion dans *Läran om staten (Enseignements sur l'État)*, sorte d'ouvrage de sociologie politique où il essayait de démontrer que l'idéal de la famille était de transmettre les valeurs morales et nationales, tandis que celui de la communauté nationale était d'amener les individus à se soumettre par la raison aux lois, tout en travaillant pour le bien commun et une culture nationale indépendante. C'est armé de ces fortes convictions qu'il revint en Finlande. Mais empêché d'accéder à la chaire de philosophie de l'université, il partit gagner sa vie comme directeur de lycée dans la lointaine Kuopio. Là, il fonda deux organes de presse, l'un en finnois, à destination des ruraux, le *Maamiehen ystävä (L'Ami du paysan)*, l'autre en suédois, *Saima*. Le premier avait pour vocation de promouvoir une culture populaire pratique ; le second, par contre, exprimait des vues critiques sur la société, dans un esprit assimilé à celui du libéralisme. Cela lui valut d'être interdit à la fin 1846 par les autorités. Il avait cependant pu présenter au public finlandais une sorte de programme à la fois éducatif et politique reposant sur une idée essentielle : la nécessité pour les élites de s'approprier la langue du peuple pour construire avec ce dernier une nation unie et instruite, seule capable de pouvoir un jour s'affirmer sur la scène internationale. Snellman ne formulait aucune revendication indépendantiste en tant que telle, car il jugeait suffisante l'existence d'un État autonome gérant ses affaires intérieures. Il manifestait également sa loyauté au pouvoir impérial. Ses vues pouvaient donc être compatibles avec celles des groupes dominants, à condition toutefois que les svécophones acceptassent d'abandonner leur culture originelle, ce

---

<sup>98</sup> Parmi les nombreux ouvrages consacrés à J.V. Snellman, le meilleur reste encore celui, ancien, de Theodor Rein, *Juhan Vilhelm Snellman*, Helsinki, Otava, 1981, 4<sup>ème</sup> édition, 2 tomes.

qui n'était pas possible sans conflits. Autre handicap pour Snellman, il passait aux yeux des conservateurs, en particulier von Haartman, pour utopiste dangereux. Son caractère entier lui valut aussi de nombreuses inimitiés, y compris au sein de la SKS qu'il ne ménageait pas toujours.

Mais la montée des idées nationalistes dans les années 1840 ne se limitait pas à l'action de Snellman. En effet, durant cette période, d'autres intellectuels apparemment plus modérés, participèrent par leurs œuvres, écrites pourtant en suédois, à la construction de l'idée nationale. En 1848, Runeberg fit paraître ses célèbres *Récits de l'enseigne Stål*<sup>99</sup>, récit poétique qui chantait les hauts faits des Finlandais lors de la guerre de 1808-1809 et construisait l'image mythique d'une « nation » pauvre mais fière, luttant pour l'honneur. ... Le premier poème du recueil, *Oh ! Mon pays*, mis en musique par Fredrik Pacius et devenu plus tard hymne national, fut chanté par un chœur d'étudiants le 13 mai 1848 lors de la grande fête de clôture de l'année universitaire. L'événement n'était pas en soi une manifestation contre la Russie, puisque les participants levèrent leur verre en l'honneur de l'empereur, du Sénat et du chancelier de l'université, mais il était créateur d'une nouvelle mystique nationale. L'année suivante, quand Snellman fut battu pour l'élection à la chaire de philosophie de l'université, les étudiants manifestèrent leur colère sous les fenêtres du nouvel élu au son de la *Marseillaise* ! Cet épisode marquait, aux yeux de nombreux historiens finlandais, la naissance du courant « fennomane », c'est-à-dire favorable à la fennisation de la culture nationale. C'était en tout cas le signe d'une politisation des milieux étudiants. Un autre intellectuel de renom, Zachris Topelius (le Jeune), journaliste et écrivain de grand talent, rédigea entre 1845 et 1852 un ouvrage illustré à vocation historique autant que littéraire, *Finland framstäldt i teckningar* (*La Finlande en récits et desseins*) ; il ouvrait la voie à un nouveau genre d'esprit national-romantique, le roman historique et didactique. Il persévéra en se lançant dès 1851 dans l'écriture d'une sorte d'histoire générale romancée de son pays, *Les récits d'un chirurgien aux armées*, où était magnifié le rôle des sujets finlandais dans l'histoire du royaume de Suède. Celle-ci inspira les historiens de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qui pensaient retrouver dans un lointain passé les traces d'une nation éternelle<sup>100</sup>.

Il est donc indéniable, à la veille de la guerre de Crimée, que les milieux cultivés du Grand-Duché étaient de plus en plus attirés par les thèses nationalistes. L'idée qu'il existait une nation finlandaise, dotée d'une personnalité historique et jouissant d'une existence politique autonome, avait gagné du terrain, sans pour autant aboutir à une remise en cause de la présence russe.

### **La nation finlandaise : une construction encore fragile ? Une esquisse de bilan**

Il n'est pas très aisé d'interpréter les signes assez contradictoires que nous venons de retracer dans les pages précédentes. Essayons cependant d'esquisser un bilan vers 1850.

Indéniablement, à la fin du règne de Nicolas I<sup>er</sup>, le Grand-Duché a gagné en cohésion administrative, économique et culturelle. Il n'est plus seulement une collection de provinces plus ou moins dépareillées entre elles, mais dispose désormais d'un vécu commun de quatre décennies. Le mythe nationaliste d'une Finlande éternelle qui doit nécessairement accomplir son destin est en passe de séduire la jeune génération étudiante et intellectuelle. Le gouvernement autonome se pense lui aussi comme une entité distincte ; fidèle à Saint-

---

<sup>99</sup> Johan Ludvig Runeberg, *Fänrik Ståls sägner*, Porvoo, 1848.

<sup>100</sup> Lauri Honko, « Kansallisten juurien... », contr. cit.

Pétersbourg, il n'est pas décidé à passer sous les fourches caudines des hauts fonctionnaires trop zélés de la capitale impériale. Même le général-gouverneur Menchikov défend, lorsqu'il est nécessaire, les spécificités finlandaises. Le tsar lui-même, réputé autocrate fanatique, consent à laisser aux élites finlandaises une marge d'autonomie. Sur le plan économique d'ailleurs, la dépendance vis-à-vis de Stockholm a pratiquement disparu au profit de trafics parfois avantageux avec la nouvelle métropole et les autres pays riverains de la Baltique. Délivré du poids de l'entretien d'une armée, le pays naissant se concentre sur l'amélioration de son tissu productif et de ses infrastructures de transport.

Pourtant, cette patiente construction n'est pas définitivement assise, car ses fondations restent fragiles.

Les autorités russes n'ont pas renoncé en effet à asseoir leur domination sur le Grand-Duché, comme elles sont en passe de le réussir dans les provinces baltes. Sous le gouvernement de Menchikov, elles ont tenté à plusieurs reprises de prendre la main<sup>101</sup>. À partir de 1835, elles ont essayé d'imposer une nouvelle codification des lois qui aurait eu pour conséquence une sorte d'harmonisation obligatoire des lois finlandaises avec celles de l'empire. Au départ, Nicolas I<sup>er</sup> soutient plutôt son ministre Bloudov, mais il se laisse convaincre par Menchikov et Walleen qu'il n'a rien à gagner à contrarier les Finlandais. En 1846, le ministre de l'Intérieur de Russie, Perov, se lance dans une nouvelle offensive du même type. Il se heurte au « lobby allemand » et à Menchikov. Le tsar, une nouvelle fois, met fin à l'opération après l'avoir couverte. Un peu plus tard, c'est une tentative de généraliser le système des *tchins* aux fonctionnaires qui est à son tour contrée... Il est aisé de comprendre que ce travail de taupe ne peut s'arrêter là.

Il y a aussi le fait que les différentes couches sociales n'ont pas forcément la même appréhension de leur avenir et des bienfaits de l'autonomie. Les élites aristocratiques et le haut clergé sont généralement très attachés à l'union avec la Russie qui leur apporte sécurité et maintien de l'ordre social ancien. C'est parmi ces deux groupes que se recrutent les fonctionnaires et les militaires les plus fidèles au tsar. La bourgeoisie urbaine d'affaires a également une propension à la loyauté dynastique ; elle trouve son avantage dans le système d'autonomie. Mais elle pourrait changer d'avis si les conditions douanières devenaient moins favorables ou si ses privilèges économiques se trouvaient mis en question. La paysannerie la plus prospère est par nature attachée à l'ordre dominant dans la mesure où elle y trouve son intérêt. La bourgeoisie à talent, petite ou moyenne, n'est pas en dissidence par rapport au tsarisme, mais elle est à l'évidence pénétrée par l'idéologie nationaliste. Elle peut à l'occasion manifester son esprit critique. Sensible à la question linguistique, surtout dans l'est du pays où Snellman a rencontré ses plus forts succès<sup>102</sup>, elle partage avec la paysannerie propriétaire et le clergé de base la volonté de développer l'usage du finnois, ce qui la distingue de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui ne considère pas cette langue comme un vecteur de haute culture. Quand à la masse de la plèbe rurale, il est très difficile de savoir ce qu'elle pense vraiment. Lors de la guerre de 1808-1809, elle a souvent combattu les troupes russes sur leurs arrières. Mais elle ne semble pas dans les décennies suivantes éprouver de haine vis-à-vis du souverain. Au contraire, certains contemporains, en particulier Topelius, notent son attachement à la personne des tsars qu'elle imagine les protégeant contre les injustices. Mais de temps à autres, elle manifeste sa défiance vis-à-vis des dominants, en particulier avec le

---

<sup>101</sup> Osmo Jussila, *Suomen...*, op. cit., pp. 199-211.

<sup>102</sup> Irma Sulkuinen, *Suomalaisen...*, op. cit., pp. 86-94.

mouvement du Réveil en Ostrobotnie et dans le Savo<sup>103</sup>. Le monde rural vit par ailleurs, en particulier en Finlande de l'est, des temps difficiles, marqués par la récurrence des disettes et le creusement des inégalités sociales<sup>104</sup>. Il n'est pas assuré qu'il restera docile encore longtemps.

D'autre part, la construction territoriale du Grand-Duché n'est pas encore achevée, loin s'en faut. Le creusement du canal du Saima et l'amélioration lente du réseau routier ont favorisé les liaisons avec l'intérieur, mais il faut attendre la mise en chantier des grandes voies de chemin de fer, dans les années 1860-1870, pour voir se dessiner un espace économique intégré. Lors de la grande catastrophe alimentaire et sanitaire de 1868, les autorités sont dans l'incapacité par exemple d'acheminer à temps les secours durant l'hiver. La mer gelée et l'insuffisance des voies de communication révèlent l'impuissance de l'État<sup>105</sup>. Cette incapacité à se rendre maître de l'espace n'aide pas à l'émergence d'une conscience unitaire.

Enfin, le nationalisme n'a pas réussi de percée spectaculaire, si ce n'est dans les milieux étudiants et intellectuels. Le journal de Snellman, *Saima*, outre qu'il a été interdit très tôt, n'a jamais tiré au mieux qu'à 700 exemplaires. Ce n'est bien sûr pas négligeable à l'échelle du pays. Il a en outre donné lieu à des débats plus larges grâce aux réponses faites à ses critiques par d'autres organes de presse. Cela ne fait cependant pas un triomphe. En fait, au milieu des années 1850, sous le sénat de von Haartman, le nationalisme fennomane ne séduit encore qu'une fraction de l'intelligentsia et des pasteurs. Il crée en outre l'hostilité de nombreux svécophones, attachés à leurs racines culturelles familiales et sociales. Le courant libéral, il est vrai assez faible, est lui aussi méfiant vis-à-vis d'un mouvement qui lui semble trop conservateur et paternaliste. La partie n'est donc pas jouée pour les amis de Snellman qui doivent s'attendre à un combat de longue haleine. L'apprentissage de la langue du peuple n'est de toute façon pas un acte naturel pour les membres des élites !

Bref, le Grand-Duché, contrairement au mythe nationaliste, ne forme pas encore une nation *stricto sensu*. Il n'en a que les potentialités à ce moment donné de l'histoire. En quelques décennies cependant se met en place, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une communauté civique et un espace de vie que l'on peut désigner avec moins d'artifice comme une entité nationale. Malheureusement, glorifiée et encensée, elle deviendra prétexte aussi à des simplifications et des préjugés fâcheux. C'est ainsi qu'après 1900, le discours dominant tentera de faire oublier combien l'attrait de la Russie avait pu être vif jusqu'à la guerre de Crimée et reconstruira l'histoire de la Finlande sous des dehors beaucoup plus belliqueux, le tout avec une sincérité et une bonne conscience qui laissent pantois.

---

<sup>103</sup> Markku Heikkilä, « Uskonnollinen liike, esivalta ja maailma » (Le mouvement religieux, le pouvoir et le monde), in Risto Alapuro et alii, *Kansa liikkeessä (Le peuple en marche)*, Helsinki, Kirjayhtymä, 1987, pp. 70-90.

<sup>104</sup> Arvo Soininen, *Vanha maataloutemme...*, op. cit.

<sup>105</sup> Oiva Turpeinen, *Nälkä vai tauti tappoi ? Kauhunvuodet 1866-1868 (Est-ce la faim ou la maldie qui tuèrent ? Les années d'horreur 1866-1867)*, Helsinki, SHS, 1986.